

**MINISTERE DE L'ECONOMIE
ET DU DEVELOPPEMENT**

SECRETARIAT GENERAL

**INSTITUT NATIONAL
DE LA STATISTIQUE ET DE LA
DEMOGRAPHIE**



Tél : (226) 50 39 97 36

Fax : (226) 50 39 97 37

Email :

pdssn_ugp@yahoo.fr

BURKINA FASO

Unité – Progrès – Justice

Projet de Développement du Système Statistique National (PDSSN)

UNITE DE GESTION DU PROJET

Tél : (226) 50 39 86 38

***RAPPORT ANNUEL
D'ACTIVITES
2005***

Janvier 2006

Sommaire

INTRODUCTION	4
I. Rappel des objectifs du projet	6
II. Rappels des activités programmées et des objectifs poursuivis en 2005.....	7
III . Description et analyse des activités réalisées en 2005	13
IV . Situation d'exécution des activités par composante.....	42
V. Principaux résultats atteints	53
VI . Situation d'exécution budgétaire du projet en 2005.....	55
Tableau 1: Situation d'exécution du budget au 31 décembre 2005 par composante.	55
Tableau 2 : Situation d'exécution du budget au 31 décembre 2005/structure	56
CONCLUSION	58

Fiche Synoptique du Projet

Titre du Projet	Projet de Développement du Système Statistique National
Bailleur de fonds	Association Internationale pour le Développement IDA – Banque Mondiale
N° du crédit	3878 BUR
Date de signature de l'accord de crédit	1 ^{er} Avril 2004
Date d'entrée en vigueur du prêt	27 décembre 2004
Durée du Projet	5 ans
Coût Total du Projet <ul style="list-style-type: none"> • IDA • GVTBF 	6 810 000 000 F CFA 5 300 000 000 F CFA 1 510 000 000 F CFA
Structure de Gestion du Projet	Institut National de la Statistique et de la Démographie / Unité de Gestion du PDSSN

Introduction

L'avènement de l'état de droit démocratique et la mise en œuvre des réformes politiques, économiques et sociales ont mis à nu les insuffisances de l'appareil statistique national, quant à sa capacité à satisfaire la demande d'informations de plus en plus importante.

Conscient de cette faiblesse, un certain nombre d'initiatives et d'opérations ont été réalisées pour combler ce déficit, avec l'appui des partenaires au développement, afin d'accompagner le processus de formulation des politiques socio - économiques et démographiques.

Ainsi, depuis 1991 des avancées significatives ont pu être faites dans la production de données statistiques (comptes nationaux, statistiques agricoles, monétaires, financières, sur les conditions de vie des ménages, la pauvreté et l'emploi, etc.).

La prise de conscience de la nécessité de disposer d'un appareil statistique performant, a été posé à maintes occasions (séminaires, tables rondes, etc.). Les mutations politiques, économiques, institutionnelles, et le contexte de l'intégration régionale et de la mondialisation en font un problème crucial.

Aussi, le Gouvernement dans le cadre du renforcement des capacités institutionnelles de gestion économique a retenu la gestion du système d'informations comme priorité.

Une priorité d'autant plus importante, que l'intérêt affiché pour la lutte contre la pauvreté va se heurter à l'obsolescence de l'information et des outils d'analyse dont on disposait notamment sur les conditions de vie des populations.

L'élaboration d'une stratégie nationale de développement de la statistique dans le courant de l'année 2003 a offert l'opportunité d'instaurer un mécanisme uniforme de gestion des données statistiques assurant une production de données fiables, complètes et coordonnées au plan national, de façon régulière et en temps voulu pour satisfaire les besoins des décideurs et autres acteurs du développement.

Cette stratégie a par ailleurs permis, d'évaluer de manière exhaustive l'état du système statistique en prenant en compte ses forces et ses faiblesses, le degré d'adaptation aux besoins nationaux et de conformité aux meilleures pratiques internationales en terme de standards techniques et de méthodologie de production et de diffusion des données.

En outre, elle a permis également d'établir un programme de travail à moyen terme, destiné à produire des données pour : la gestion macro-économique, la mise en œuvre du cadre stratégique de lutte contre la pauvreté (CSLP), le suivi des avancées nationales vers l'achèvement des "Objectifs de développement du Millénaire", la promotion du développement du secteur privé et les besoins des institutions internationales.

Enfin, elle prend en compte les recommandations pour le renforcement institutionnel visant à édifier des capacités statistiques nationales durables par le truchement du développement des ressources humaines et technologiques, et

l'adoption de pratiques saines de gestion ainsi que le respect de principes statistiques internationaux.

Faisant suite à l'adoption par le conseil national de coordination statistique (CNCS) en sa session ordinaire du 10 juillet 2003, de ce plan stratégique de développement de la Statistique 2004 - 2009, intitulé Schéma Directeur de la Statistique (SDS), le gouvernement du Burkina Faso a élaboré un projet dénommé, Projet de Développement du Système Statistique National (PDSSN). L'IDA a apporté son soutien à la préparation de ce projet et a décidé de financer son exécution.

L'objectif fondamentale du projet est, d'améliorer la prise de décision de politique, fondée sur des données quantitatives et qualitatives actualisées et fiables.

L'accord de crédit en vue du financement du projet a été signé le 1er avril 2004 par le gouvernement et l'Association pour le développement international (IDA). L'entrée en vigueur du projet est intervenue le 27 décembre 2004 et le lancement officiel des activités, le 24 janvier 2005.

Le présent rapport d'activités présente l'état d'exécution du projet en 2005.

Il s'articule autour des points suivants :

- ❖ Le rappel des objectifs du projet ;
- ❖ Le rappel des activités programmées et des objectifs poursuivis en 2005 ;
- ❖ La description et l'analyse des activités réalisées en 2005 ;
- ❖ La situation d'exécution des activités en 2005 ;
- ❖ Les principaux résultats atteints ;
- ❖ L'exécution budgétaire de 2005.

I. Rappel des objectifs du Projet

- Objectif Global :** L'objectif global du projet est d'améliorer la décision de politique, fondée sur des données quantitatives, actualisées et fiables qui aideront à suivre les progrès réalisés vers l'atteinte des objectifs de développement au niveau national y compris ceux de la réduction de la pauvreté et les objectifs de développement du millénaire
- Objectifs Spécifiques :**
- Objectif Spécifique 1 : Engager les réformes juridiques et institutionnelles qui encouragent le développement des statistiques.
- Objectif Spécifique 2 : Améliorer l'infrastructure physique et la technologie de l'information (IT) et renforcer les compétences humaines par une formation destinée à asseoir des opérations statistiques efficaces.
- Objectif Spécifique 3 : Développer la technique statistique par l'adoption des méthodologies et normes de qualité de données, acceptées au niveau international.
- Objectif Spécifique 4 : Développer un système de production statistique qui s'adapte continuellement aux besoins évolutifs de la société et de l'économie à travers un dialogue entre utilisateurs et producteurs et institutionnaliser les principales activités statistiques y compris le suivi de la pauvreté.
- Objectif Spécifique 5 : Améliorer les résultats statistiques en consolidant et en renforçant les données existantes issues des enquêtes ainsi que celles issues de sources administratives, et en exécutant de nouvelles activités génératrices de données.
- Objectif Spécifique 6 : Promouvoir la diffusion des données, le partage des informations et l'utilisation des données dans la formulation des politiques.

II – Rappel des objectifs poursuivis et des activités programmées en 2005

Le Projet de développement du système statistique national (PDSSN), entré en vigueur le 27 décembre 2004, a officiellement commencé ses activités en janvier 2005. L'année 2005 consacre la première année de mise en œuvre des activités du projet sur le terrain. Aussi les activités prévues concernent les activités d'installation et d'ancrage du projet et les activités techniques inscrites au programme de travail et budget annuel (PTBA) 2005.

II.1 – Activités de démarrage du projet programmées en 2005

Les activités de démarrage ont concerné l'installation officiellement et l'ancrage du projet dans le dispositif institutionnel et organisationnel du système statistique national à travers :

- 1- L'installation officielle du Comité de pilotage du PDSSN;
- 2- L'organisation d'un atelier de lancement officiel du projet ;
- 3- L'adoption des programmes d'activités des structures d'exécution du projet ;
- 4- L'adoption des protocoles d'accord entre l'INSD et les agences d'exécution du PDSSN ;
- 5- L'élaboration et l'adoption du programme de travail et budget annuel ;
- 6- L'élaboration des termes de référence détaillés des activités inscrites au PTBA 2005 .

II.2 – Activités prévues en 2005 par composantes

COMPOSANTE A : DEVELOPPEMENT ORGANISATIONNEL

Sous composante A1 : Cadre juridique

La sous composante A1 vise l'objectif de renforcement du cadre légal et juridique d'ensemble en vue d'une meilleure coordination entre les composantes du système statistique et une harmonisation de la production et de la diffusion statistiques conformes aux normes internationales.

les activités prévues en 2005 sont :

- La réalisation d'une étude sur la réforme des organes du CNCS en vue de proposer des réformes pour améliorer et dynamiser son fonctionnement;
- La réalisation d'une étude sur le statut juridique de l'INSD et son autonomie financière en vue de formuler des propositions à même de lever les contraintes actuelles de fonctionnement de l'INSD et accroître de façon durable son efficacité ;
- La réalisation d'une étude sur la normalisation de la production statistique en vue de définir :
 - la nature des structures de production statistique pour favoriser une meilleure coordination du système national statistique et une plus grande transparence de ses activités ;
 - les méthodologies et les procédures appliquées aux statistiques officielles ;
 - les normes de qualité et les nomenclatures pour la production et la diffusion statistiques.

- La réalisation d'une étude sur la diffusion et la gestion de l'information statistique visant :
 - Un meilleur accès à l'information statistique ;
 - Une conformité de la diffusion de l'information statistique aux normes et standards du SGDD (Système Généralisé de Diffusion de Données) ;
 - L'élaboration d'une stratégie de diffusion de l'information statistique

La Sous composante A2 : Cadre institutionnel

La sous composante A2 vise la dynamisation du fonctionnement du Conseil national de coordination statistique (CNCS) et de ces organes spécialisées en vue d'assurer une meilleure coordination des opérations statistiques et de développer une synergie d'action au sein du système statistique national. Il vise également un appui institutionnel à travers la création de deux directions régionales de l' INSD en vue d'asseoir les bases d'un système statistique décentralisé tant au niveau sectoriel que régional.

Les activités inscrites sont :

- Le fonctionnement et l'organisation des sessions régulières du CNCS et du Comité de pilotage du PDSSN ;
- La création de deux Directions régionales de la statistique et de la démographie (DRSD) fonctionnelles.

COMPOSANTE B : DEVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES

La composante B a pour objectif de développer et mettre en œuvre, un programme de formation devant contribuer au renforcement des capacités en ressources humaines compétentes du système statistique national grâce à un processus de formation continue dans les domaines de la statistique, de la technologie de l'information, etc.

Elle vise également la mise en place d'un cadre de gestion des ressources humaines conçu pour retenir et attirer des professionnels d'expérience et qualifiés dans le système statistique national.

Les activités prévues consistent à :

- ✓ la réalisation d'une étude sur le plan de carrière en vue d'une révision du statut du personnel de l'INSD (définition de profil de poste, grille salariale, système de promotion, etc.) ;
- ✓ la réalisation d'une étude sur l'élaboration d'un plan de formation en vue de former le personnel du système statistique ;
- ✓ l'organisation des séminaires et ateliers de formation pour producteurs et utilisateurs de statistiques ;
- ✓ l'attribution de bourses d'études pour des formations continues et des formations académiques (ISE, ITS et Démographes) ;
- ✓ l'organisation de voyages d'études dans des institutions statistiques de renom afin d'aligner le niveau des statisticiens sur les normes internationales.

COMPOSANTE C : DEVELOPPEMENT DES DONNEES

Sous composante C1 : Comptes nationaux

Cette sous composante vise la production de comptes nationaux contemporains, fiables et conformes aux méthodologies généralement acceptées au niveau international à travers:

Les activités des comptes nationaux programmées en 2005 comprennent :

- La collecte des données fiscales et administratives ;
- Une enquête sur les marges commerciales ;
- Les travaux ERE-TES ;
- La matrice de comptabilité sociale.

Sous composante C2 : Suivi de la pauvreté

Cette sous- composante a pour objectif d' une part de combler les lacunes dans le domaine des statistiques sociales et de pauvreté par la mise en oeuvre d'enquêtes auprès des ménages, d'autre part la publication d'un « *Tableau de bord social* » annuel, contenant les indicateurs clés de suivi social et de la pauvreté ainsi qu'une analyse succincte sur l'évolution des indicateurs et permettant de suivre dans le temps les indicateurs sociaux.

L'activité prévue en 2005 consiste à l'élaboration du tableau de bord social annuel.

Sous composante C3 : Statistiques démographiques et d'état civil

La sous composante C3 vise l'amélioration de la qualité et de la fiabilité des données sur la population qui sont nécessaires pour la formulation des politiques et la mise à jour des bases de sondage pour les enquêtes. Pour atteindre ces objectifs, le PDSSN contribue au recensement général de la population et de l'habitation (RGPH) prévu pour 2006 et au renforcement des capacités du Ministère de l' Administration Territoriale et de la Décentralisation (MATD), pour la collecte des données d'état civil.

Dans le cadre du RGPH les activités prévues en 2005 concernent :

- l'élaboration du document de projet du recensement général de la population et de l'habitation de décembre 2006 ;
- l'élaboration des outils de collecte ;
- la formation en cartographie ;
- l'enquête pilote.

Pour l'amélioration des données d'état civil les activités suivantes sont prévues :

- l'appui à la collecte des données d'état civil dans 49 communes urbaines et 350 départements ;
- l'appui à l'amélioration de la qualité des enregistrements et statistiques d'état civil, en particulier au niveau des municipalités ;
- L'organisation d'une campagne promotionnelle destinée à encourager l'enregistrement des actes d'état civil dans les zones à faible taux d'enregistrement.

Sous composante C4 : Statistiques de la santé

Cette sous composante soutient le système national d'information sanitaire (SNIS), géré par le Ministère de la Santé, afin d'assurer la disponibilité des données nécessaires pour la formulation de politique, la planification et l'évaluation des programmes des services de santé à travers :

- l'assistance à la DEP/santé pour améliorer la méthodologie de collecte, de traitement et de diffusion des données,
- la diffusion régulière des statistiques sanitaires

Les activités prévues au cours de l'année 2005 concernent :

- L'appui à la collecte et au traitement des données ;
- L'édition de l'annuaire statistique.

Sous composante C5 : Statistiques de l'éducation

Cette sous composante vise à accroître la disponibilité des données sur l'éducation de base nécessaires pour le suivi du CSLP et des objectifs de développement du millénaire à travers :

- L'Identification des besoins en matière de données,
- L'Appui technique à la DEP/Education en vue d'améliorer la méthodologie de collecte, de traitement et de diffusion des données de l'éducation,
- La Collecte des données,
- La diffusion régulière des statistiques de l'éducation.

L'activité prévue en 2005 concerne : - l'étude méthodologique de traitement optique des données sur scanner et la formation du personnel.

Sous composante C6 : Statistiques agricoles

La sous- composante C6 vise l'amélioration de la qualité et la de fiabilité des statistiques agricoles à travers :

- (i) une réorientation de l'Enquête Agricole Permanente (EPAg) vers un outil de prévision des récoltes, d'évaluation des stocks et des productions de contre saison,
- (ii) une révision de la méthodologie d'enquête, y compris l'utilisation d'une nouvelle base de sondage créée à partir des résultats du RGPH de 2006,
- (iii) le développement d'un manuel de méthodologie générale qui décrit la conception de l'enquête, la collecte des données et l'analyse des résultats,
- (iv) une amélioration du traitement des données en mettant au point un manuel décrivant les procédures et méthodes de saisie, d'apurement et d'édition de tableaux des données,
- (v) la mise en oeuvre d'une EPAg chaque année,
- (vi) l'analyse et la diffusion des résultats.

L'activité prévue en 2005 en rectification au programme initial est l'appui à la mise en oeuvre de l'enquête agricole permanente (EPAg) 2005.

Sous composante C7 : Statistiques du travail et de l'emploi

L'objectif en matière de statistiques de l'emploi est d'améliorer la qualité des données afin de les rendre conformes aux recommandations du BIT à travers :

- la mise en place d'un dispositif de production de statistiques sur l'emploi
- l'élaboration d'une méthodologie d'enquête pour la collecte, le traitement et l'analyse des données sur l'emploi, le secteur informel, le chômage et les salaires,
- la réalisation d'une enquête sur l'emploi, le secteur informel, le chômage et les salaires,
- la collecter régulièrement les statistiques courantes du travail,
- la mise en place une base de données,
- la publication régulière d'un annuaire des statistiques du travail et de l'emploi.

L'activité prévue en 2005 concerne la réalisation d'une enquête nationale sur l'adéquation formation- emploi dans les grandes entreprises.

Sous – composante C8 : Statistiques des transports

Le secteur des transports, d'une manière générale, a été négligé sur le plan des statistiques. En conséquence, les statistiques de transport sont presque inexistantes. Cette sous composante a pour objectif de combler cette lacune par :

- le développement d'une méthodologie d'élaboration des statistiques des transports ;
- la collecte des données sur les accidents de la circulation,
- la réalisation d'une enquête sur l'utilisation des véhicules de transport des marchandises et de transport des passagers, les coûts et les prix,
- la mise en place d'une base de données centrale sur le parc automobiles et le trafic routier,
- la publication régulière d'un annuaire des statistiques de transport.

Les activités de 2005 prévue sont :

- l'appui à l'enquête sur le trafic routier,
- l'étude sur l'amélioration des statistiques de transport,
- l'élaboration d'un annuaire des statistiques de transport,
- l'élaboration d'un répertoire des professionnels de transport,
- l'impression d'un bulletin des statistiques des importations et des exportations, et d'un bulletin météorologique.

Sous composante C9 : Technologie de l'information

La sous composante C9 vise la modernisation et l'amélioration de la chaîne de production et de diffusion des données à travers :

- une évaluation de l'infrastructure de TI existante ;
- la définition d'une stratégie globale de long terme d'informatisation de l'ensemble du système statistique national ;
- la modernisation de la TI .

Les activités prévues concernent : l'étude d'un schéma directeur informatique et l'application du schéma directeur informatique.

Composante D : Infrastructures et matériels

Sous composante D1 : Travaux de construction

Ce volet concerne principalement la construction du nouveau siège de l'INSD en vue d'améliorer les conditions de travail du personnel. Les travaux de génie civil ont été confiés à l'agence Faso-Baara qui est responsable des travaux de construction.

Les activités prévues concernent :

- le recrutement d'un bureau d'étude pour l'étude architectural.
- le recrutement d'un bureau d'étude pour l'étude d'ingénierie conseil et de suivi des travaux.
- le montage du dossier d'appel d'offres, le lancement de l'appel d'offres, le recrutement des entreprises de construction et le suivi des travaux.

Sous composante D2 : Equipements et matériel

Les activités de la sous composante D2 concernent le montage des dossiers d'appels d'offres, le lancement des appels d'offres, la sélection des fournisseurs et la réception des équipements et matériels du projet. Les équipements à pourvoir comprend les véhicules de transport, les ordinateurs, les accessoires de la TI, le mobilier et matériels de bureau pour l'INSD et les agences d'exécution du projet.

Composante E : Gestion du projet

Les activités prévues au titre de la composante comprennent :

- la coordination de l'ensemble des activités du projet : la planification et la budgétisation des activités, la signature des protocoles d'accord, le suivi- évaluation des activités, la rédaction des rapports et programmes d'activités ;
- l'administration du projet ;
- la gestion financière du projet, la tenue de la comptabilité informatisée, la rédaction des rapports financiers ;
- le suivi des passations de marchés ;
- L'étude sur la conception d'un système de suivi- évaluation du projet ;
- L'organisation d'un audit financier du projet.

III - Activités réalisées au cours de l'année 2005

III.1 – Les activités de démarrage du projet réalisées

Le premier trimestre de l'année 2005 a été marqué par la réalisation des activités d'installation officiellement et d'ancrage du projet. Ces activités réalisées comprennent :

- l'installation officielle du Comité de pilotage du PDSSN le 19 janvier 2005 ;
- l'organisation et la tenue de l'atelier de lancement officiel du projet du 24 au 26 janvier 2005;
- l'adoption du programme d'activités des ministères sectoriels au cours de l'atelier de lancement ;

- l'adoption des protocoles d'accord entre l'INSD et les agences d'exécution sectorielles du PDSSN au cours de l'atelier de lancement ;
- la finalisation et l'adoption du programme de travail et budget annuel (PTBA) de l'année 2005 par le comité de pilotage en sa session du 2 mars 2005 ;
- l'élaboration des termes de référence détaillés des activités inscrites au PTBA 2005 ;

1. Installation officielle du comité de pilotage du PDSSN

Dans le cadre de l'exécution du PDSSN, un comité de pilotage a été créé par Arrêté n° 2004-013/MEDEV/CAB du 18 février 2004. Il est composé de 19 membres comprenant :

- Un président : le Secrétaire général du Ministère de l'économie et du développement,
- Un rapporteur général : le Directeur général de l'Institut national de la statistique et de la démographie,
- Un rapporteur : le Coordonnateur du PDSSN,
- Des membres : les Directeurs techniques de l'INSD ; les Directeurs des études et de la planification des ministères de l'agriculture, de la santé, des transports, de l'emploi, de l'enseignement de base, de l'administration territoriale, des finances ; le Directeur national de la BCEAO ; le Directeur de la chambre de commerce d'industrie et de l'artisanat ; le Directeur de l'Agence nationale de la promotion de l'emploi ; le Directeur général de la prévision et des statistiques agricoles.

En sa première session tenue le 19 janvier 2005, le Comité de pilotage a été officiellement installé dans ses fonctions par son président.

2. Organisation de l'atelier de lancement officiel du Projet

Les activités préparatoires de l'atelier de lancement du projet ont occupé la période du mois de janvier 2005. Elles ont consisté à :

- l'élaboration des termes de référence de l'atelier et des communications portant sur le schéma directeur de la statistique (SDS), la présentation du PDSSN, les procédures de passation des marchés ;
- l'élaboration du programme de l'atelier et la rédaction des correspondances ;
- l'animation des commissions d'organisation de l'atelier ;
- la tenue de l'atelier du 24 au 26 janvier 2005 qui a regroupé des membres des corps de missions diplomatiques, des organisations internationales partenaires au développement du Burkina, du Conseil national de coordination statistique (CNCS), soit une centaine de participants.

L'atelier de lancement du projet a servi de tremplin pour informer et sensibiliser les décideurs, les partenaires au développement, les utilisateurs sur l'importance de la statistique dans la conception et la mise en œuvre de politique de développement économique et sociale. Il a permis de faire un large écho du PDSSN et du Schéma directeur de la statistique, véritable plan stratégique de développement de la statistique afin de donner une plus grande audience au projet et favoriser son exécution et l'atteinte de ces objectifs.

3. Adoption des programmes d'activités 2005 des agences d'exécution du PDSSN

Au cours de l'atelier de lancement, les agences d'exécution avec l'appui de l'Unité de gestion du projet, ont élaboré leurs programmes de l'année 2005 de leurs activités éligibles au projet.

Ces différents programmes d'activités des agences d'exécution ont été soumis pour amendement et adoption au Conseil national de coordination statistique réuni pendant l'atelier.

4. Adoption des protocoles d'accord

Les protocoles d'accord entre l'INSD et les agences d'exécution sectorielles du PDSSN, élaborés avec l'appui de la Coordination de l'Unité de gestion du PDSSN ont été également soumis pour amendement et adoption au CNCS réuni pendant l'atelier de lancement.

5. Elaboration et adoption par le Comité de pilotage du Programme de travail et du budget annuel (PTBA) de l'année 2005.

Les programmes d'activités de l'année 2005 et les budgets des agences d'exécution ont été finalisés et le PTBA 2005 du projet a été élaboré et soumis au Comité de pilotage du PDSSN. Le comité de pilotage, en sa deuxième session le 2 mars 2005, a adopté le programme de travail et budget annuel 2005.

6. Elaboration des termes de référence des activités inscrites au PTBA 2005

Tous les termes de référence des activités d'études, d'enquêtes, d'ateliers de formation, de voyages d'étude, de collectes de données, inscrites au PTBA 2005 par les agences d'exécution du projet ont été élaborés pour servir de document de référence pour l'exécution desdites activités.

III. 2 – Réalisation des activités du Programme de travail et budget annuel (PTBA) 2005

COMPOSANTE A : DEVELOPPEMENT ORGANISATIONNEL

Sous composante A1 : Cadre règlementaire

La réalisation de la sous composante A1 pendant l'année 2005 se présente comme suit :

- ✓ **L'étude sur le statut de l'INSD** : l'étude est réalisée par un consultant et le rapport définitif présenté au Conseil national de coordination statistique (CNCS) pendant sa session du 12-13 septembre 2005.
- ✓ **L'étude sur la réforme des organes de coordination du système statistique national**: Le processus de sélection de consultant a abouti au recrutement d'un bureau d'étude (groupe de consultants) avec lequel un contrat d'étude est signé en décembre. L'étude est en cours de réalisation.
- ✓ **L'étude sur la normalisation de la production statistique** : Deux manifestations d'intérêt lancés dans les journaux depuis septembre 2005 pour un appel à candidatures, sont restés infructueux par manque de candidatures. Une troisième manifestation d'intérêt est de nouveau lancé, trois candidatures ont été reçues et le processus de recrutement du consultant se poursuit.
- ✓ **L'étude sur la diffusion et la gestion de l'information statistique** : Le processus de sélection de consultant a abouti au recrutement d'un consultant individuel avec lequel un contrat d'étude est signé en décembre. L'étude est en cours de réalisation.

La Sous composante A2 : Cadre institutionnel

Le niveau de réalisation des activités de la sous composante A2 :

- ✓ **Deux Directions régionales de la statistique et de la démographie ont été ouvertes et sont fonctionnelles, dont la Direction régionale des Hauts Bassins (Bobo Dioulasso) et la Direction régionale de l'Est (Fada N'Gourma).**

- les locaux, le mobilier et matériel de bureau, le matériel informatique ont été acquis ;
- le personnel a été recruté et se compose de deux (02) ingénieurs statisticiens économistes (ISE), de deux (02) ingénieurs des travaux statistiques (ITS), de deux (02) secrétaires ;
- un atelier de définition des activités des Directions régionales s'est tenu à Koudougou en mai 2005 ;
- les actes de nomination des deux directeurs régionaux de la statistique et de la démographie ont été pris par le Ministre de l'économie et du développement ;
- le recrutement du personnel complémentaire composé de deux(2) ingénieurs des travaux statistiques(ITS) et de deux (02) chauffeurs est réalisé. La non objection a été obtenue pour le recrutement des chauffeurs. La demande de non objection est en cours pour le recrutement des deux (2) ITS.
- les ateliers de lancement officiel des activités de la Direction régionale de la statistique et de la démographie (DRSD) des Hauts Bassins et de la Direction régionale de la statistique et de la démographie (DRSD) de l' Est, les 27 et 30 décembre 2005 :

Le 27 décembre 2005, s'est tenu à Bobo-Dioulasso, l'atelier de lancement officiel des activités de la Direction régionale de la statistique et de la démographie (DRSD) des Hauts Bassins.

L'atelier avait pour objectif principal de présenter la nouvelle direction régionale de l'INSD aux autorités administratives locales et aux utilisateurs et/ou producteurs de statistiques des quatre régions (Hauts Bassins, Cascades, Boucle du Mouhoun, Sud Ouest) couvertes par la DRSD.

L'atelier a connu la participation de très hautes autorités politiques et administratives. En effet, la cérémonie d'ouverture a été présidée par Monsieur Seydou BOUDA, Ministre de l'économie et du développement (MEDEV), assisté :

- ◆ de son collègue Ministre de l'Administration territoriale et de la décentralisation,
- ◆ du Gouverneur de la Région des Hauts-Bassins,
- ◆ du Maire de la Commune de Bobo-Dioulasso,
- ◆ du Directeur général de l'INSD.

Etaient également présents : les Gouverneurs des régions de la Boucle du Mouhoun, des Cascades et du Sud-Ouest, les Hauts commissaires des provinces du Houet et du Kéné Dougou, le préfet du département de Bobo-Dioulasso, des autorités militaires, des représentants des services déconcentrés de l'Etat, des représentants des projets et programmes ainsi que ceux du secteur privé. L'événement a connu une large couverture médiatique par une presse venue nombreuse.

Il faut signaler que l'atelier a été également l'occasion d'une exposition de nombreuses publications de documents produits par l'INSD et d'une remise de lots de documents aux autorités.

Les travaux de l'atelier présidés par les gouverneurs des régions concernées ont consisté en une série de 3 communications suivies de débats et portant respectivement sur: l'importance de la déconcentration de l'INSD, les attributions des DRSD et la demande de statistique au niveau local. Ces communications ont été suivies d'une séance de débats.

- Communication sur l'importance de la déconcentration des services et des activités de l'INSD

Le système statistique de notre pays est au cœur des préoccupations du Gouvernement et des partenaires au développement. Préoccupations portant notamment sur la capacité du système à répondre aux besoins d'informations de plus en plus croissants, diversifiés et portant sur des phénomènes de plus en plus complexes et aux évolutions très rapides. Une des solutions à cette demande importante d'informations statistiques, est la déconcentration des activités de l'Institut national de la statistique et de la démographie qui constitue l'organe officiel de l'Etat en matière d'informations statistiques. La nécessité de la déconcentration de l'INSD est également justifiée par, une demande de plus en plus forte des acteurs du développement local.

La communication sur l'importance de la déconcentration des services et des activités de l'INSD est présentée par le Directeur général de l'INSD.

- Communication sur les principales attributions des directions régionales de la statistique et de la démographie

D'une façon générale, les principales missions des DRSD sont identiques à celles de l'INSD dont elles sont l'émanation. Les DRSD doivent donc pouvoir assurer à l'échelle de leur espace d'intervention, les principales activités de production, de coordination et de diffusion de statistiques.

Les activités de production qui peuvent être assurées comprennent :

- ◆ les activités courantes : élaboration et analyse des données de sources administratives,
- ◆ les enquêtes courantes : enquêtes pour lesquelles les budgets sont arrêtés dans le cadre de la subvention de l'État ;
- ◆ les opérations exceptionnelles : travaux commandités par des tiers comme des enquêtes spécifiques, des études statistiques, etc.

Pour se faire, une nécessaire collaboration doit exister entre les DRSD et les DRED si l'on veut atteindre l'objectif principal de la production statistique qui est de satisfaire la demande des utilisateurs par des données statistiques exhaustives, fiables, cohérentes, régulières et à jour.

Cette communication sur les principales attributions des directions régionales de la statistique et de la démographie est faite par le Directeur de la coordination et de la coopération statistique (DCCS)

-Communication sur la demande en statistique au niveau local : cas de la région des Hauts-Bassins

La demande statistique est forte sur des items tels que la population, l'administration territoriale, l'économie, les projets et ONGs, la climatologie, les échanges (commerce, transports et télécommunications), les finances publiques, la culture et les loisirs.

Par ailleurs les utilisateurs de statistiques font des observations telles que : la parution tardive des données, l'inexistence de certaines données désagrégées à l'échelle du village, du département, de la province ou de la région, la non disponibilité à la DRED de certaines publications de l'INSD. De même, leurs attentes concernent :

- ◆ l'information sur l'évolution des prix sur les marchés ;

- ◆ un tableau de bord socio-économique (région, provinces) ;
- ◆ un profil régional ;
- ◆ la création d'un fichier des villages ;
- ◆ la création d'un répertoire des unités commerciales, artisanales et industrielles etc ;
- ◆ des comptes économiques régionaux.

Cette forte demande qui existe déjà au niveau local ira croissante avec le processus de décentralisation en cours, la mise en œuvre des programmes de développement local et le suivi des politiques de réduction de la pauvreté au niveau régional.

Cette communication a été présentée par le Directeur régional de l'économie et du développement (DRED) des Hauts Bassins.

L'atelier de lancement officiel des activités de la Direction régionale de la statistique et de la démographie (DRSD) de l'Est, prévu le 30 décembre 2005 a été reporté au 12 janvier 2006 pour des raisons de calendrier du Gouverneur de la région de l'Est.

- ✓ **Les sessions du Comité de pilotage du PDSSN** : trois sessions du Comité de pilotage du PDSSN se sont tenues, respectivement le 19 janvier pour l'installation officielle du comité, le 2 mars pour l'adoption du PTBA 2005, et le 26 août 2005 pour l'examen et l'adoption du rapport d'activités du premier semestre.

La première session du Comité de pilotage tenue le 19 janvier 2005 avait pour objet :

- l'installation effective du Comité de pilotage ;
- la présentation du Projet de développement du système statistique national aux membres du comité de pilotage
- Installation officielle du Comité de pilotage

Suite à la lecture de l'arrêté n° 2004 - 013 - /MEDEV/CAB du 18 février 2004 portant création, attribution, composition, organisation et fonctionnement du Comité de pilotage du Projet de développement du système statistique national, et à la vérification de la présence des commissaires, le Président, a déclaré officiellement installé dans ses fonctions, le Comité de pilotage.

- Présentation du PDSSN

La présentation du projet a été faite par le coordonnateur de l'Unité de gestion du PDSSN. Elle a porté sur les points suivants :

- le contexte et justification du projet ;
- les objectifs du projet ;
- les composantes du projet ;
- le cadre institutionnel ;
- la stratégie d'intervention du PDSSN.

A la suite de cette présentation, des participants sont intervenus pour apprécier la pertinence du projet et les objectifs poursuivis, au regard des enjeux que représente l'information statistique fiable dans la prise de décision de politique.

La deuxième session du comité de pilotage tenue le 2 mars 2005 autour du PTBA 2005, et après un examen minutieux du programme d'activités et du budget, a adopté ce plan de travail de l'année 2005.

La troisième session du comité de pilotage du PDSSN s'est tenue le 26 août 2005 autour de l'examen et de l'adoption du rapport d'activités du PDSSN de la période (janvier - juillet 2005). Les activités des sept premiers mois de l'année 2005 (janvier- juillet) réalisées ont été présentées. Le niveau d'exécution du Projet, tant par rapport à l'exécution technique que par rapport à l'exécution budgétaire a été bien apprécié. Le taux d'exécution budgétaire s'élevait à 74%.

✓ **Deux sessions du Conseil national de coordination statistique (CNCS) se sont tenues respectivement en janvier et en septembre 2005 :**

- Du 24 au 26 janvier 2005, le CNCS s'est réuni à l'occasion des travaux du lancement officiel du PDSSN.

- La deuxième session du Conseil national de coordination statistique (CNCS) s'est tenue du 12 au 13 septembre 2005 à Ouagadougou. L'objet principal de la session portait sur la validation de quatre études commanditées par l'INSD : les études sur : le statut de l'INSD, sur le plan de formation du personnel statisticien et connexes, sur le schéma directeur informatique, sur le fichier des villages du Burkina Faso. La rencontre était présidée par le Ministre de l'économie et du développement président du CNCS. La rencontre a été enrichie également par la participation de M. LERY, Directeur général du Centre d'appui aux écoles africaines de statistique (CAPESA) et de Monsieur Birimpo LOMPO, Directeur général adjoint de l'Observatoire économique et statistique d'Afrique subsaharienne (AFRISTAT). La rencontre a été ponctuée par cinq communications portant sur la présentation par les consultants des rapports des études dont :

- L'étude sur les statuts de l'INSD ;
- L'étude sur le plan de formation du personnel statisticien et connexe ;
- L'étude sur le schéma directeur informatique ;
- L'étude sur le fichier des villages du Burkina faso.

COMPOSANTE B : DEVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES

Les activités de la composante B réalisées au cours de la période comprennent :

- ✓ **B 1 .L'étude sur le plan de formation** : l'étude est réalisée. Le rapport définitif a été présenté au Conseil national de coordination statistique (CNCS) pendant sa session du 12 au 13 septembre 2005 par le consultant.
- ✓ **B 2 .L'étude sur le plan de carrière** : le consultant a été recruté. Il a présenté sa méthodologie de travail en différents points dont :
 - . l'identification des postes de travail en relation avec les emplois, les grades et l'élaboration d'un schéma précis de correspondance entre les postes, les emplois et les grades ;
 - . la formalisation des différentes filières promotionnelles à l'INSD et les critères de mobilité des agents dans les filières en vue d'établir une carte de métiers ;
 - . la définition d'un système de promotion interne, d'un système de rémunération ;

- . la proposition d'un nouveau statut du personnel amélioré.

L'étude est en cours de réalisation. Elle a commencé en octobre 2005 pour une durée de trois mois.

✓ **B 3. La tenue des ateliers et séminaires de formation par ministères :**

Le Ministère de l'administration territoriale et de la décentralisation (MATD) :

Quatre ateliers régionaux ont été organisés par la DEP/MATD sur les thèmes suivants :

- la gestion de l'état civil : l'importance de l'état civil, les acteurs de l'état civil, la tenue des documents conventionnels d'état civil, leurs enregistrements, leur validité, les procédures de régularisation, la publicité des actes, la transcription des mentions marginales ;
- les statistiques d'état civil, leur importance, leur utilité.

Ces ateliers sur l'état civil animés par des administrateurs civils, par des ingénieurs statisticiens, ont regroupé près de **400 participants**. L'objectif de ces formations est de renforcer les capacités des officiers d'état civil, des agents d'état civil à améliorer les statistiques d'état civil. Ces formations visent également la sensibilisation des responsables administratifs sur l'importance de l'état civil et la prise en compte des données d'état civil pour la promotion du développement économique et social.

Le Ministère de l'emploi, du travail et de la jeunesse (METJ) :

La DEP/METJ a organisé cinq ateliers de formation sur les statistiques de l'emploi dont :

- o quatre (4) ateliers portant sur les thèmes suivants :- la définition et l'harmonisation des concepts du marché du travail ; - les méthodes d'enquête et de collecte courante des statistiques de l'emploi; - les méthodes et outils de traitement, d'analyse et de publication des statistiques de l'emploi. **30 agents** des Directions régionales de l'emploi, de la CNSS, de l'ANPE, des Directions centrales du ministère de l'emploi ont été formés au cours de ces ateliers ;
- o un (1) atelier de formation portant sur les méthodes de collecte de données statistiques, organisé au profit des directions régionales de l'emploi, du travail et de la jeunesse. L'objectif est de former les participants aux techniques d'observation statistique, la conception des questionnaires ou des fiches de collecte de données, aux renseignements des rapports périodiques des inspecteurs et contrôleurs de travail, aux renseignements des outils de collecte de données des CEF, des projets et programmes. **35 cadres** ont été formés au cours de cet atelier.

Le ministère des infrastructures, des transport et de l'habitat (MITH) :

La DEP/MITH a organisé cinq ateliers régionaux de sensibilisation et de formation sur les statistiques de transport dont deux (2) ateliers de formation et trois (3) journées d'information et de sensibilisation ;

- o les ateliers de formation au cours desquels **50 agents** ont été formés ont porté sur les modules suivants : les méthodes de collecte de données et l'importance de la statistique en particulier dans le domaine des transports : le transport terrestre, le trafic ferroviaire, le transport aérien, le transport maritime, les importations et les exportations et dans le domaine de l'habitat et l'Urbanisme. La nature des données à

collecter, les questionnaires et fiches de collecte, les indicateurs à mesurer ont été expliqués.

- les ateliers, sous forme de journées de sensibilisation et d'information visaient les objectifs de sensibilisation, de mobilisation des décideurs, des producteurs et des utilisateurs des statistiques de transports autour de l'importance des statistiques de transport et de leur utilisation pour des objectifs de développement économique et social. Les ateliers ont regroupé **175 participants** venant de toutes les structures impliquées dans les transports : les directions centrales et régionales du ministère chargé des transports ; les organisations professionnelles des transporteurs ; les structures auxiliaires de transport (CBC, Chambre de commerce) ; les mairies ; les préfectures ; les structures chargées de la sécurité routière et aérienne (police nationale, gendarmerie nationale, douane, ASECNA). Les communications livrées au cours de ces ateliers ont porté sur les statistiques :
 - des transports routiers et de la sécurité routière
 - du transport ferroviaire
 - du transport aérien
 - des importations et exportations.

La Direction générale des prévisions et des statistiques agricoles (DGPSA) :

La DGPSA a organisé trois (3) ateliers dont :

- Un atelier national utilisateurs / producteurs de statistiques, regroupant **34 participants** venant des directions centrales du ministère de l'agriculture, de la DGEP, de l'INSD, de l'ONAPAD, de l'université, des instituts de recherche (INERA), des projets de développement rural (PNGT II), des Directions régionales de l'agriculture, de l'Economie et du développement, des ONG, des organisations faïtières. L'atelier visait à :
 - identifier les données prioritaires à collecter dans les sous secteurs de l'agriculture, de l'élevage, de la pêche, des forêts et la prise en compte de ces données dans le recensement général de l'agriculture et dans l'enquête permanente agricole ;
 - identifier les stratégies en vue d'une meilleure valorisation des données collectées.

Au cours de l'atelier, le document de projet du recensement général de l'agriculture a été présenté et enrichi par les amendements apportés par les participants ;

- Un atelier de formation en statistique des chefs de services des études et programmation et des superviseurs régionaux de l'enquête permanente agricole des Directions régionales et des directions centrales du ministère de l'agriculture. L'atelier visait l'objectif de former les chefs de services et les superviseurs aux méthodes statistiques et d'enquêtes, à l'analyse statistique, au traitement informatique avec les logiciels de base de données. Aussi, les concepts de base de la statistique, l'objet et la démarche statistique, les variables statistiques, les caractéristiques statistiques, les représentations graphiques ont été dispensées. Les techniques d'échantillonnage : échantillonnage aléatoire simple, stratifié, par grappe, le sondage à plusieurs degrés ont été enseignées. Un cours d'initiation au logiciel microsoft excel a été donné. Cette formation qui a regroupé **34 agents**, concours au renforcement des capacités du personnel chargé des statistiques du ministère de l'agriculture.
- Un atelier de formation des cadres de la DGPSA en analyse et en gestion de base de données. L'objectif visé est la formation des cadres : - aux techniques d'analyse de

données, - au renforcement de leurs compétences au traitement de données sur logiciel SPSS et ACCESS, - à l'amélioration de l'utilisation de la base de données de la DGPSA. Des modules de formation sur les modes de gestion du SGBD (Système de gestion de base de données), sur le logiciel ACCESS et sur l'initiation au traitement de données sur ACCESS ont été dispensées à **six (6) cadres** ainsi formés.

Ministère de la santé :

La DEP / Santé a réalisé les formations suivantes :

- Formation des prestataires des établissements sanitaires privés au remplissage des nouveaux supports de collecte des données

➤ **Objectifs**

- Expliquer le concept de système national d'information sanitaire aux prestataires des établissements sanitaires privés;
- Décrire l'organisation et le fonctionnement du SNIS ;
- Présenter les nouveaux supports de collecte de données ;
- Expliquer le mode de remplissage des nouveaux supports aux prestataires des établissements sanitaires privés.

➤ **Résultats attendus**

- Les prestataires des établissements sanitaires privés connaissent le SNIS ;
- Ils s'approprient le contenu des nouveaux supports de collecte de données ;
- Ils remplissent correctement les nouveaux supports de collecte des données

➤ **Description de l'activité**

La formation s'est déroulée en quatre (04) sessions de trois (03) jours chacune, dont deux (02) à Kombissiri et deux (02) à Bobo-Dioulasso.

La première session de formation de Kombissiri a eu lieu du 24 au 26 octobre 2005 et la deuxième du 27 au 29 octobre 2005. Elles ont concerné les prestataires des établissements sanitaires privés de la région sanitaire du Centre. Au total, **trente trois (33) prestataires** ont été formés.

Les prestataires des établissements sanitaires privés des régions sanitaires des Hauts-bassins, des Cascades, du Sud Ouest et de la Boucle du Mouhoun ont été formés au cours de deux sessions qui se sont déroulées du 7 au 9 et du 10 au 12 novembre 2005 à Matourkou.

Les participants étaient au nombre de **trente quatre (34)**.

Les modules dispensés durant ces sessions de formation sont:

- la définition et l'organisation du SNIS ;
- le mode de remplissage des registres de consultation et d'hospitalisation des centres de santé et de promotion sociale (CSPS), des centres médicaux (CM) et des centres médicaux avec antenne chirurgicale (C MA) ;
- le mode de remplissage des registres d'accouchements ;
- le mode de remplissage du rapport mensuel d'activité des CSPS, des CM et des CMA ;
- le mode de remplissage du rapport trimestriel d'activité des districts sanitaires ;

- le mode de remplissage des registres de consultation et d'hospitalisation des centres hospitaliers régionaux (CHR) et des centres hospitaliers universitaires (CHU) ;
- le mode de remplissage du rapport trimestriel d'activité des CHR et des CHU.

Ministère de l'enseignement de base et de l'alphabétisation (MEBA) :

La DEP/MEBA a organisé successivement en novembre /décembre cinq (5) ateliers de formations des agents responsables de la collecte et du traitement des données statistiques de l'éducation de base. Ces ateliers ont regroupé **312 agents** des circonscriptions d'éducation de base (CEB) et des responsables des services des études et de la planification (DEP / MEBA). Ces ateliers régionaux se sont déroulés à Ouahigouya (2 ateliers) pour les circonscriptions d'éducation de base des régions du Nord, du Centre, du Centre Ouest, du Plateau central, du Centre nord, à Bobo Dioulasso (2 ateliers) pour les régions des Hauts Bassins, Boucle du Mounhoun, Sud Ouest et Cascades, à Fada N'Gourma (1 atelier) pour les régions de l' Est, Centre Est, Centre Sud, Sahel.

Ces ateliers ont pour objectifs de former les agents des Circonscriptions d'Education de Base et des Directions Centrales du Ministère de l'Enseignement de Base et de l'Alphabétisation à la collecte, à la saisie et au traitement des données ainsi qu'au remplissage des questionnaires statistiques.

RESULTATS ATTENDUS

Les agents formés seront capables de :

- remplir les questionnaires d'enquête du MEBA
- contrôler et corriger les fiches et calculer les indicateurs
- calculer les indicateurs de leurs localités
- maîtriser les outils de collecte, de traitement des données statistiques

Les agents formés, formeront à leur tour les directeurs d'école.

CONTENU DES ATELEIRS

Les échanges se sont faites autour des concepts et aspects suivants :

- la terminologie habituellement utilisée dans le cadre des statistiques scolaires ;
- les techniques de collecte et de vérification de données ;
- des exercices d'application ;
- un exercice de contrôle ;
- les principes des statistiques comprenant :

- 1 – Définition de la statistique
- 2 – les méthodes de Collecte des données
- 3 – les méthodes de Traitement des données
- 4 – les Notions de variables statistiques
- 5 – l'élaboration des Tableaux statistiques
- 6 – les Domaines d'application de la statistique

Ateliers de l' INSD :

La Direction de la démographie de l'INSD a tenue 03 ateliers sur l'élaboration et l'amendement du projet de recensement général de la population et de l'habitation (RGPH) de 2006. Le document du projet du RGPH 2006 est élaboré et porte sur les aspects suivants : - la définition des stratégies et activités de la phase préparatoire du RGPH 2006 ; - la description des activités de la phase de dénombrement et de l'enquête poste - censitaire ; la description des activités de la phase d'exploitation, de traitement, d'évaluation et d'analyse. Un budget général du RGPH 2006 est établi à la suite de la définition de toutes les composantes/activités du recensement.

La Direction de la Coordination et de la coopération statistique (DCCS / INSD) a organisé trois ateliers dont :

- **un atelier sur la définition des missions des Directions régionales de la statistique et de la démographie (DRSD)** nouvellement ouvertes à Bobo Dioulasso et Fada N'Gourma et qui a regroupé **30 participants** tous de l'INSD et des DRED. L'atelier a permis de discuter des missions et attributions des DRSD, de déterminer leurs zones géographiques d'intervention, de discuter de leur mode de fonctionnement et de leurs relations fonctionnelles et hiérarchiques avec l' INSD, les autres directions techniques régionales de l'état, les autorités administratives locales et les autres partenaires au développement (ONG, projets, les privés) ;
- **un atelier sur le fichier villages** : l'atelier a été conjointement organisé par la Direction des études et de la planification du Ministère de l'administration territoriale et de la décentralisation (DEP-MATD) et l'Institut national de la statistique et de la démographie (INSD) et a connu la participation des 13 secrétaires généraux des régions du Burkina Faso, de la DRED des Hauts-Bassins, des cadres du MATD et de l'INSD, soit au total **23 participants**. L'objectif principal de l'atelier était d'impliquer le plus possible les services du MATD dans l'élaboration du fichier des localités du Burkina Faso. Deux communications ont été livrées aux participants.

- Conception du fichier des localités : principales données et méthode de collecte :

Cette communication a présenté le contexte d'élaboration du fichier des localités, ses objectifs, son utilité et les principales informations qu'il doit contenir. La réalisation de l'étude sur le fichier des localités du Burkina Faso, initiée par l'INSD intervient dans un contexte de recentrage de la politique de développement du gouvernement autour du Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté (CSLP). L'atteinte des objectifs du CSLP entraîne un besoin important en informations statistiques pour le suivi des progrès réalisés et pour la détermination des efforts à réaliser. Le fichier des localités constitue une banque de données multisectorielles, actualisée périodiquement, sur les conditions de vie des populations dans les entités administratives (village/secteur, département/commune, province, région). L'étude vise spécifiquement à :

- ☞ proposer une définition claire de l'unité statistique de base (village, commune ou autres entités) constitutive du fichier à mettre en place ;
- ☞ déterminer une liste d'indicateurs quantitatifs et/ou qualitatifs permettant de fournir une image cohérente, synthétique, significative des conditions de vie des ménages, ceci pour les besoins de la détermination des priorités des politiques de développement et de réduction de la pauvreté.

Le fichier des localités est un outil d'aménagement du territoire car:

- ☞ il facilitera la confection des programmes de développement local;
- ☞ c'est un outil de décision/action qui permettra de classer les localités selon leurs ressources, besoins ou contraintes;
- ☞ il permettra une représentation cartographique des données qui aidera l'aménagiste dans ses décisions;
- ☞ il permettra de rapprocher des informations généralement dissociées selon les besoins des enquêtes.

Le choix du village ou du secteur comme unité de base répond au souci de disposer de l'information dans la plus petite entité administrative possible afin de satisfaire aux besoins du développement local. Il permet par ailleurs le calcul de certains indicateurs à des niveaux territoriaux plus élevés par simple regroupement des unités élémentaires. Les informations à collecter dans ces entités sont structurées en cinq (5) parties:

- 1- Identification de la localité à partir de la région, de la province et du département où elle se situe et à partir également de coordonnées géographiques.
- 2- Démographie, emploi et vie communautaire: effectif et évolution et composition de la population, degré de développement des institutions des villages, présence d'associations, d'ONG, ...;
- 3- Activités économiques: agriculture, élevage, chasse et pêche, industrie, mines et artisanat, transport et commerce;
- 4- Activités socio-culturelles: présence de services administratifs, l'éducation, la santé et la nutrition, l'habitat, l'environnement, les installations sportives et religieuses, ...
- 5- Inventaire des équipements et infrastructures.

Toutes les informations seront synthétisées par des indicateurs dont le choix incombe à un comité interministériel.

▪ **Un atelier sur l'harmonisation des activités de l' INSD :**

Du 1^{er} au 03 Décembre 2005 s'est tenu à Ziniaré, un atelier sur le thème « Harmonisation des activités de l'INSD ». L'objectif général de cet atelier était de permettre une meilleure organisation de la conduite des opérations statistiques et un renforcement de la collaboration entre les directions techniques de l'INSD.

De façon spécifique, l'atelier visait à :

- Mettre en place une procédure de circulation de l'information au sein de l'INSD ;
- Mettre en place un cadre harmonisé de la conduite des enquêtes ;
- Définir les éléments de base de la création du comité scientifique ;
- Elaborer les plans d'action de mise en œuvre des conclusions des études.

L'atelier a regroupé tous les directeurs et chefs de services de l'INSD et les cadres soit au total **35 cadres** de l'INSD. Des communications ont été faites au cours de l'atelier portant sur :

- **l'harmonisation de la conduite des enquêtes de l'INSD** à travers la mise en place d'un cadre harmonisé de la conduite des enquêtes sous forme de manuel de procédures. Ce manuel de procédures devra faire ressortir les différentes étapes de la conduite des opérations d'enquêtes avec les outputs correspondants à chacune de ces étapes ;

- **sur le comité scientifique de l'INSD**, la nécessité de le créer, de le rendre fonctionnel par la définition de ses missions, attributions et son mode de fonctionnement claires.

Les travaux de l'atelier ont permis d'aboutir aux résultats suivants :

CREATION DU COMITE :

DEFINITION DE LA MISSION DU COMITE :

Le comité scientifique a pour mission de promouvoir la qualité de la production statistique de l'INSD.

DEFINITION DES ATTRIBUTIONS DU COMITE :

Le comité scientifique est chargé de :

- * examiner et adopter les documents méthodologiques (document projet, plan de sondage, questionnaire, manuels de l'enquêteur et de contrôleur, budgets, plan d'analyse, protocole de traitement), les rapports d'analyse des enquêtes menées par l'INSD ;
- * examiner et donner un avis sur les documents de recherche, les études (consultations commanditées par l'INSD ou une structure externe) ;
- * promouvoir la recherche et la production statistique ;
- * promouvoir la diffusion des productions statistiques.

COMPOSITION DU COMITE :

Le comité scientifique est composé de membres permanents et de membres non permanents. Les membres permanents sont :

- * les directeurs techniques de l'INSD (DCCS, DSG, DEE, DD, DDCGT),
- * un représentant de la DCCS,
- * trois agents intuitu personae.

Les membres permanents sont désignés de façon nominative par le Conseil de direction, pour un mandat de deux (2) ans renouvelable.

Les membres non permanents sont désignés (par le président du comité) en raison de leurs compétences dans les questions soumises au comité.

Le comité est dirigé par un bureau composé de :

- * un Président ;
- * un Vice-président ;
- * un Rapporteur général ;
- * un Rapporteur de séance.

Le président est chargé de coordonner les activités du comité. Il est nommé par note de service du Directeur général, sur proposition du Conseil de direction, pour un mandat de deux (2) ans renouvelable.

Le Vice-président seconde et remplace le président en cas d'absence. Il est nommé par note de service du Directeur général, sur proposition du Conseil de direction, pour un mandat de deux (2) ans renouvelable.

Le Rapporteur général est le représentant de la DCCS désignés comme membre permanent. Il est chargé de rédiger et d'archiver les rapports du comité. Il est nommé par note de service du Directeur général, sur proposition du DCCS, pour un mandat de deux (2) ans renouvelable.

Le rapporteur de séance est désigné à chaque session pour appuyer le rapporteur général dans la rédaction du compte rendu de la séance.

Le président peut procéder au remplacement d'un membre non disponible. Le remplaçant sera choisi dans une liste de personne proposée au directeur général par le président du comité.

DEFINITION DU MODE DE FONCTIONNEMENT DU COMITE :

- * **saisine :** Les documents à examiner sont transmis au Directeur général qui saisit le Comité Scientifique pour adoption ou pour avis.

Toutefois, pour éviter les lourdeurs administratives et permettre le traitement diligent des dossiers urgents, des dispositions spéciales doivent être prises pour permettre à la direction technique concernée de saisir directement le comité.

La direction ou le requérant qui soumet le document doit le transmettre en 15 exemplaires dont quatorze (14) pour le comité et un (1) pour le Directeur général.

- * **Délais :** Le délai de transmission des documents, du Directeur général au président du Comité Scientifique est de quarante-huit (48) heures.

Le comité scientifique dispose d'un délai de dix (10) jours pour examiner les documents qui lui ont été soumis.

- * **Convocation :** le président du comité convoque les membres du comité dans un délai de 72 heures au moins avant la tenue de la séance.
- * **Quorum et représentativité :** Le président juge de l'opportunité de tenir une séance de travail en fonction de la qualité des membres présents et en fonction des dossiers à traiter.
- * **Mode de délibération :** Le comité décide par consensus ou à l'unanimité. Il produit un rapport qui est transmis au Directeur général qui approuve et notifie la décision à la structure ou au requérant concerné.

Tout dossier soumis au comité doit faire l'objet d'un avis.

- * **Financement du comité :**
 - les frais de fonctionnement sont budgétisés dans le budget de l'INSD ;
 - le directeur général présente une décision au conseil d'administration pour adoption afin de permettre d'asseoir une base juridique au paiement des membres
 - la prise en charge du comité sera faite par session.
- * **Règlement intérieur :** le comité rédigera son règlement intérieur dès sa mise en place.

ADOPTION D'UN CADRE HARMONISE DE LA CONDUITE DES ENQUETES :

Un cadre harmonisé de la conduite des enquêtes a été adopté et est composé des grandes étapes suivantes :

Etape 0 : Information des différentes directions sur l'opération prévue et ses objectifs ;

Etape 1 : Elaboration de la méthodologie ;

Etape 2 : Recrutement et formation des enquêteurs ;

Etape 3 : Collecte ;

Etape 4: Saisie ;

Etape 5 : Traitement – analyse ;

Etape 6 : Publication - diffusion

Etape 7 : Archivage des données et des documents méthodologiques.

Chaque étape comprend une procédure à suivre et des activités bien définies à réaliser.

La Direction des statistiques générales de l' INSD a réalisé deux ateliers (2) :

.Un atelier sur l'analyse de la pauvreté :

Du 8 au 12 Novembre 2005 s'est tenu à Koudougou, un atelier sur la formation des utilisateurs à l'analyse de la pauvreté.

L'objectif de cet atelier, était de permettre aux participants de s'approprier des techniques d'analyse de la pauvreté.

L'atelier a connu la participation de **39 cadres** :

- ⊕ de l'Institut national de la statistique et démographie (INSD),
- ⊕ des Directions régionales de l'économie et du développement (DRED),
- ⊕ de la Direction générale des prévisions et des statistiques agricoles (DGPSA),
- ⊕ de la Direction générale de l'aménagement du territoire et de la promotion du développement local et régionale (DGAT),
- ⊕ des Directions des études et de la planification (DEP) de la santé, du MECV, du MEBA, du MITH,
- ⊕ du Secrétariat technique pour la coordination du programme de développement économique et social (STC-PDES),
- ⊕ des Directions régionales de la statistique et de la démographie (DRSD) de l'Est et des Hauts bassins,
- ⊕ de la coordination du projet de développement du système statistique national
- ⊕ de l'Observatoire nationale de la pauvreté et du développement humain durable (ONAPAD),
- ⊕ et de la direction générale de l'agence national de la promotion de l'emploi (ANPE).

Les travaux de l'atelier ont consisté à des exposés débats sur les communications suivantes
Présentation du dispositif de suivi de la pauvreté

Un nouveau dispositif de coordination et de suivi du cadre stratégique de lutte contre la pauvreté (CSLP) comprenant essentiellement :

- ⊕ un comité ministériel d'orientation et de suivi présidé par le premier ministre
- ⊕ six commissions sectorielles et thématiques
- ⊕ des structures décentralisées au niveau régional
- ⊕ des assises nationales et un cadre de concertation Gouvernement – Partenaires au développement et financiers

est en vigueur, marqué par une forte responsabilisation des membres du gouvernement dans le processus de suivi du CSLP. Son fonctionnement se fait aux niveaux national et régional pour favoriser la prise en compte des particularités et des disparités régionales dans le suivi et l'évaluation des actions qui seront conduites.

Les structures clé en charge du suivi statistique de la pauvreté sont :

- ⊕ L'INSD qui produit l'essentiel des indicateurs;
- ⊕ Le STC-PDES qui a la responsabilité de la conduite du CSLP ;
- ⊕ Les DRED ;
- ⊕ Les DEP des départements ministériels;
- ⊕ L'ONAPAD chargé de centraliser les indicateurs provenant des différentes structures productrices;

Les principales enquêtes réalisées à l'INSD dans le cadre du suivi du CSLP sont les recensements de la population, les enquêtes démographiques et de santé, l'enquête intégrale, l'enquête 1-2-3 et les enquêtes prioritaires. Ces dernières permettent d'obtenir des indicateurs sur les conditions de vie des ménages, L'enquête prioritaire de 2003 a pris l'appellation d'Enquête Burkinabé sur les conditions de vie des ménages (EBCVM). Dans le cadre d'une révision annuelle du CSLP, il est prévu chaque année à partir de 2005, la réalisation d'une enquête annuelle dénommée EA/QUIBB. C'est une enquête légère qui est une adaptation de EBCVM en allégeant les volets revenus et dépenses des ménages.

Les problèmes observés dans la production d'information pour le suivi du CSLP :

- ⊕ Le problème de saisonnalité : les enquêtes ne sont pas réalisées aux périodes indiquées, ce qui rend difficile l'appréhension de la dynamique de la pauvreté,
- ⊕ La multitude des sources de données pour un même indicateur, avec parfois de grands écarts constatés aux différents niveaux,
- ⊕ L'insuffisance de statisticiens et de moyen financier pour la production de l'information statistique de qualité.

Les perspectives qui peuvent dans le futur favoriser un bon suivi du CSLP sont :

- ⊕ La Mise en place de l'enquête annuelle QUIBB qui renseigne une bonne partie des indicateurs de suivi du CSLP;
- ⊕ L'élaboration d'un cahier des charges des indicateurs qui est une initiative de l'ONAPAD;
- ⊕ La réalisation des métadonnées par l'ONAPAD qui est en cours de finalisation ;
- ⊕ La mise en œuvre du Projet de développement du système statistique national (PDSSN) ;
- ⊕ L'ouverture des filières de formation des adjoints techniques et agents techniques de la statistique au niveau de l'ENAREF ;

- ⊕ La création de deux directions régionales de la statistique ;
- ⊕ L'évaluation systématique des coûts de production des indicateurs afin de les intégrer dans le CSLP ;
- ⊕ Faire jouer au CNCS, un rôle de garant technologique dans la production des indicateurs afin d'en assurer la cohérence ;
- ⊕ Le placement des statisticiens au niveau des DEP ou la formation complémentaire des agents ayant en charge l'élaboration des statistiques sectorielles (santé, éducation....)

Communication sur les concepts et approches d'analyse de la pauvreté

La communication a porté sur :

- ⊕ Les approches de la pauvreté ;
- ⊕ Les indicateurs de pauvreté et d'inégalité ;
- ⊕ L'ossature minimale d'un profil de pauvreté ;

Les approches de la pauvreté :

L'approche monétaire consiste à déterminer un seuil monétaire de satisfaction des besoins essentiels, et à comparer le revenu ou les consommations de chaque individu à ce seuil pour décider de son état de pauvreté. Si le seuil est calculé en partant des calories nécessaires pour la satisfaction des besoins essentiels, on parle de pauvreté absolue. Si par contre il est déterminé en utilisant la distribution des dépenses de la population, on parle de pauvreté relative.

La pauvreté subjective consiste à mesurer l'écart qui existe entre le revenu minimal qui permettrait aux ménages de satisfaire leurs besoins de base et le revenu réel.

La pauvreté des conditions d'existence traduit une situation d'exclusion par rapport à un certain mode de vie matériel et culturel, résultant de l'impossibilité de satisfaire les besoins essentiels.

Les indicateurs de pauvreté qui définis sont:

- ⊕ **L'Incidence de pauvreté** qui représente le pourcentage d'individus vivant en dessous du seuil de pauvreté.
- ⊕ **La Profondeur de pauvreté** qui mesure le degré d'éloignement des pauvres par rapport à la ligne de pauvreté.
- ⊕ **La Sévérité de la pauvreté** qui représente un indicateur d'inégalité au sein des pauvres
- ⊕ L'indicateur de pauvreté des potentialités (accès à la terre, au capital)
- ⊕ L'indicateur de pauvreté sanitaire et nutritionnelle (mesure anthropométrique)
- ⊕ L'indicateur de pauvreté éducationnelle
- ⊕ L'indicateur de pauvreté composite des conditions de vie
- ⊕ L'indicateur de pauvreté composite de richesse

Communication sur la démarche méthodologique des enquêtes prioritaires : elle a porté sur :

1. les objectifs des enquêtes prioritaires ;
2. le Plan de sondage.
3. L'organisation et l'exécution de la collecte.
4. Le traitement des données.
5. l'Analyse des résultats.

Les enquêtes prioritaires auprès des ménages visent à :

- ⊕ Fournir aux différents décideurs des informations sur les conditions de vie des ménages et l'évolution de la pauvreté au Burkina Faso ;
- ⊕ Renforcer la capacité d'analyse à travers le développement de la base de données pour une meilleure définition des politiques de lutte contre la pauvreté.
- ⊕ Mesurer le niveau de pauvreté et cibler les couches les plus défavorisées ;
- ⊕ Produire des profils de pauvreté ;
- ⊕ Evaluer l'évolution de la pauvreté entre 1994 1998 et 2003 ;
- ⊕ Fournir des points de repère pour déterminer et hiérarchiser les interventions en matière de lutte contre la pauvreté ;
- ⊕ Fournir une base de données pour des études spécifiques sur le thème de la pauvreté.

Le questionnaire de l'enquête comprend les items suivants :

- ⊕ Santé;
- ⊕ Education/formation;
- ⊕ Chômage et emploi;
- ⊕ Logement et confort;
- ⊕ Alphabétisation ;
- ⊕ Bétail et exploitation agricole;
- ⊕ Entreprises et activités non- agricoles ;
- ⊕ Accès aux services de base;
- ⊕ Dépenses du ménage;
- ⊕ Revenu du ménage;
- ⊕ Avoirs du ménage;
- ⊕ Anthropométrie;

Communication sur la pauvreté subjective dans l'agglomération de Ouagadougou (Données de l'enquête 1-2-3)

Les définitions des concepts et mesures de la pauvreté ont été précisées dans la communication.

Les résultats de cette enquête sur la pauvreté subjective dans l'agglomération de Ouagadougou menées en 2001 et 2003 ont été livrés et commentés.

Communication sur Les enquêtes auprès des ménages dans le suivi et l'évaluation des stratégies de réduction de la pauvreté

La communication avait pour objet de préciser les objectifs d'une stratégie de lutte contre la pauvreté, de définir les concepts d'indicateur, de cible, de suivi-évaluation des résultats, des impacts des projets et programmes de lutte contre la pauvreté.

. Un atelier sur la Gestion Axée sur les Résultats (G.A.R.)

Du 27 au 29 décembre 2005 s'est tenu à Kombissiri l'atelier de formation sur la Gestion axée sur les résultats (G.A.R.) des cadres de l'INSD, DGAT-DLR, DSONG, DGEP et STC-PDES.

Cet atelier avait pour objectif principal de faire connaître aux cadres du Ministère de l'économie et du développement (MEDEV) la démarche G.A.R. à travers l'explication des concepts de base, des principes, des méthodes et outils de celle-ci.

Cette nouvelle méthode qui est de plus en plus soutenue et exigée par les partenaires devrait permettre aux différents acteurs du développement que sont les cadres du MEDEV, d'optimiser leurs performances pour de meilleurs résultats.

Le contenu de la formation s'articulait autour des points suivants:

1. La problématique de la GAR
2. Les principes généraux de la GAR
3. Les outils de la GAR : Vue d'ensemble
4. Le Cadre logique axé sur les résultats
5. Le cadre de mesure des rendements
6. Etude de cas : projet d'alphabétisation fonctionnelle et développement communautaire

La formation était animée par deux cadres de l'INSD et du STC/PDES et portait sur les modules suivants :

1^{er} MODULE : problématique de la GAR

L'introduction de la gestion axée sur les résultats comme mécanisme d'optimisation de la gestion des programmes/projets se fait dans un contexte de grande interrogation sur l'efficacité des politiques publiques en raison de la dégradation des conditions de vie des ménages.

Les systèmes habituels de suivi-évaluation se sont avérés inefficace du fait de :

- La méconnaissance des relations entre différents niveaux d'informations ;
- Le manque de précision sur les niveaux de responsabilité des différents acteurs
- Devant la multitude d'actions visant le développement et l'amélioration des conditions de vie des populations et les limites des systèmes d'information et de suivi pour rendre compte de l'efficacité des interventions malgré l'existence d'une masse d'informations, la communauté internationale a émis le souhait de pouvoir, chaque fois que cela est nécessaire, définir le niveau d'imputabilité des interventions (situer la responsabilité des intervenants et des interventions).

La méthode G.A.R. a ainsi été adoptée.

Cette méthode de gestion de projet est fondée sur l'imputabilité des interventions et la responsabilisation des intervenants. Elle doit aussi s'attacher à résoudre les questions de suivi du processus, sa capitalisation et le réajustement des choix pour atteindre les objectifs.

Son principal enjeu est l'amélioration des systèmes de suivi / évaluation des politiques, programmes et projets.

2ème MODULE : Principes généraux de la GAR

Les principes généraux de la GAR prennent en compte trois aspects :

- ✓ Les concepts fondamentaux ;
- ✓ Les principes de base ;
- ✓ Les atouts de la GAR.

Définition des concepts : de résultat, d'indicateur, d'activité :

Le résultat est la conséquence que l'on peut attribuer, en partie ou en totalité, aux activités d'une organisation, d'une politique, d'un programme ou d'une initiative. C'est un changement descriptible ou mesurable amené par une relation de cause à effet. Il existe trois types de résultats à savoir, les résultats immédiats ou extrants, les intermédiaires ou effets, les résultats finaux ou impacts. Dans l'optique GAR un résultat doit être SMART, c'est à dire, Spécifique, Mesurable, Atteignable, Réaliste et Temporel. La méthode de sélection des résultats doit être participative et impliquer un vaste échantillon des principaux intervenants et de bénéficiaires

L'indicateur est une donnée permettant de mesurer les progrès vers l'obtention des résultats, c'est un témoin du changement. Les indicateurs doivent être élaborés de façon participative en impliquant toutes les parties prenantes. De plus, cinq critères de sélection sont à prendre en compte, c'est la validité, la fiabilité, la représentativité, la simplicité, l'accessibilité financière (coût abordable).

L'activité est une action menée pour produire des réalisations spécifiques. C'est une intervention menée dans le cadre d'un processus et qui mobilisent des ressources financières, matérielles et humaines. Il faut les distinguer des extrants qui sont en fait des résultats à court terme des activités.

Les principes de base du GAR énoncés sont:

- ✓ le réalisme dans la définition des résultats ;
- ✓ l'application du partenariat / collaboration entre les différents intervenants ;
- ✓ la responsabilisation des acteurs ;
- ✓ la transparence ;
- ✓ l'identification précise des bénéficiaires des projets et programmes de manière à ce que leur élaboration réponde à leurs besoins ;
- ✓ le suivi, à partir d'indicateurs appropriés, des progrès en fonction des résultats et des ressources utilisées ;
- ✓ l'identification et la gestion des risques, tout en tenant compte des résultats escomptés et des ressources requises ;
- ✓ l'accroissement des connaissances en tirant des leçons de l'expérience et en les intégrant au processus de décisions.

- ✓ les acteurs et les bénéficiaires doivent ensemble définir les résultats. Ce qui fait de la participation un des éléments fondamentaux de la GAR.

3^{ème} MODULE : Les outils de la GAR :

Il y a quatre types d'outils:

- ✓ Les outils prédéfinis qui sont le cadre logique et celui de mesure de rendement ;
- ✓ Les outils descriptifs : le système d'information et celui de prise de décision ;
- ✓ Les outils de planification ;
- ✓ Les outils de gestion.

Les outils prédéfinis sont ceux qui sont spécifiques dans l'approche GAR Il s'agissant des outils qui utilisent les approches communément appelées approches participatives telles que l'évaluation rurale participative (ERP) ou l'action et l'apprentissage participatifs (AAP), l'évaluation des besoins des bénéficiaires, la planification de projet par objectifs, l'interrogation appréciative et autres méthodes qualitatives visant à stimuler l'apprentissage, la réflexion, l'engagement et l'action de la part des intervenants.

Quant aux outils descriptifs, une première catégorie sert à la prise de décisions (Cartographies ou architectures institutionnelle, Diagrammes du flux des décisions) et une seconde catégorie sert à gérer le système d'informations (Schémas de gestion de l'information - production, traitement, acheminement, stockage de l'information, Diagrammes de flux de l'information).

Les outils de gestion des motivations s'inscrivent dans les échéances plus courtes que les outils de planification

4^{ème} MODULE : Le Cadre logique axé sur les résultats

Le cadre logique, est un outil visant à améliorer la conception des actions ou interventions. C'est un outil de réflexion et de communication dans une équipe projet ainsi qu'avec l'environnement externe. Il obéit à deux principes qui sont :

- ✓ Le principe d'une relation de cause à effet et entre les différents niveaux hiérarchiques : c'est la logique verticale. Cette logique permet d'identifier les objectifs du projet.
- ✓ Le principe de la correspondance par lequel les mesures de performance (indicateurs) et les hypothèses sont spécifiées et reliées aux différents niveaux mentionnés : c'est la logique horizontale.

Les étapes d'élaboration du cadre logique

Les étapes d'élaboration du cadre logique ont été précisés en quatre niveaux :

Première étape : la détermination des objectifs du projet ou programme ;

Deuxième étape : la détermination des résultats attendus ;

Troisième étape : la détermination des activités à réaliser.

Hypothèses et risques

Les hypothèses décrivent les conditions nécessaires pour que se réalise le projet comme prévue. Elles incluent des conditions internes et externes au projet ou au programme. Pour chacune des hypothèses identifiées, il est important de préciser le niveau de risque. L'analyse du risque vise essentiellement à déterminer les probabilités pour que les hypothèses ne se réalisent pas.

5^{ème} MODULE : Cadre de mesure des rendements

Le cadre de mesure des rendements a été présenté comme étant un outil permettant de faire le suivi et de rendre compte des résultats recherchés aux différents niveaux de la chaîne des résultats. Le but du cadre de mesure des rendements est de créer les conditions pour un suivi systématique des rendements ou des performances. Il est en fait un tableau de bord, qui renseigne sur l'état d'avancement du projet, les explications des écarts entre les résultats obtenus et les résultats recherchés.

6^{ème} MODULE DE LA FORMATION :

Le 6^{ème} module de la formation était consacré a une étude de cas d'un projet d'alphabétisation fonctionnelle et développement communautaire sous forme d'exercice.

✓ B 4 . Formation du personnel :

Au titre de la formation diplômante des cadres, **29 lauréats** aux concours d'entrée dans les écoles de formation des ingénieurs statisticiens économistes, des ingénieurs des travaux statistiques et des démographes d'Abidjan, de Dakar et de Yaoundé ont obtenus des bourses d'études financées par le PDSSN. Il s'agit de :

- Huit (8) étudiants en formation ITS à Dakar (3) et Abidjan (5) ;
- Huit (8) étudiants en formation ISE à Abidjan ;
- Treize (13) étudiants en formation en démographie à Yaoundé.

Au titre de la formation continue, L'INSD a envoyé en formation, des cadres dans les domaines suivants :

- formation de deux (2) cadres de la Direction de la démographie (1) et du service informatique de l' INSD (1) à Addis Abéba du 23 au 29 avril 2005 sur le « développement des technologies de l'information et de la communication, le système d'information géographique dans les offices nationaux de statistique » ;
- formation en audit interne et contrôle interne à la Rochelle en France du 9 au 27 mai 2005 d'un cadre financier de l' INSD ;
- participation de 02 cadres de la DEE (1) et de la DSG(1) à un séminaire de formation sur les statistiques de l'environnement et du tourisme à Bamako du 12 au 13 mai 2005 ;
- formation d'un cadre de la Direction des études économiques (DEE) au séminaire de politique économique intitulé « mondialisation et politique économique » organisé du 23 mai au 10 juin 2005 au CERDI (Université d' Auvergne) à Clermont-Ferrand (France) ;
- participation d'un cadre de la DEE au séminaire de formation de politique économique intitulé « efficacité de l'aide, traitement de la dette et nouveaux partenariats » organisé du 13 au 24 juin 2005 au CERDI (Université d' Auvergne) à Clermont-Ferrand (France) ;
- formation organisée par ECOSTAT à Freetown du 22 au 24 juin sur l'harmonisation des politiques dans le domaine statistique dans les pays membres de la CEDEAO auquel un cadre de la Direction générale de l'INSD a participé ;
- formation du comptable de l'UGP / PDSSN AU CESAG à Dakar sur les procédures de décaissement de la Banque Mondiale du 18 au 30 juillet 2005 ;

- formation du chargé des passations de marchés de l'UGP /PDSSN à Montréal au Canada du 18 juillet au 5 août 2005 ;
- Formation d'un cadre de la DEE sur la mesure de la gouvernance, la démocratie, les droits humains à Munich en Allemagne du 26 septembre au 7 octobre 2005;
- Formation d'un cadre de la DCCS en planification, analyse et suivi des projets à Casablanca au Maroc du 5 décembre au 29 décembre 2005;
- Formation à Bobo-Dioulasso d'un agent du service des ressources humaines de la DAF en gestion des ressources humaines en novembre 2005 ;
- Formation d'un agent du service de reprographie de la DAF en « Quark Xpress, Adobe Illustrator, Adobe photo shop.

14 cadres ont ainsi bénéficié de bourses de formation de courte durée. Egalement, 10 étudiants burkinabè de l' ENSEA d' Abidjan en cours de formation, ont bénéficié de bourses de stage de 3 mois et de bourse de formation d'un mois.

✓ **B5. Voyage d'étude** : cinq (5) voyages d'études ont été réalisés au profit de 11 cadres de l'INSD (7cadres) et de la DEP /Santé (2 cadres) dont :

- Un voyage d'étude au Niger a été effectué par 03 cadres de la Direction de la démographie de l' INSD sur l'expérience en matière de recensement général de la population ;
- Un voyage d'étude a été effectué par le Directeur des études économiques au Maroc à la direction de la statistique pour s'enquérir de l'expérience marocaine de la production et de l'analyse des statistiques économiques. Le séjour au Maroc a eu lieu du 19 au 23 septembre 2005 et a été mis à profit pour passer en revue les différentes publications économiques produites, les sources d'information utilisées, le dispositif de collecte de données ainsi que les différents canaux de diffusion de l'information économique ;
- Un voyage d'étude a été effectué à Cotonou au Bénin à l'Institut national de la statistique et de l'analyse économique (INSAE) par deux (2) cadres de la Direction des statistiques générales (DSG) du 14 au 23 novembre 2005. Ce voyage d'étude sur l'analyse de la pauvreté a permis de s'enquérir de l'expérience béninoise en la matière. Au cours de la mission des échanges ont eu lieu avec les cadres de l' INSAE sur le dispositif de lutte contre la pauvreté .mise en place à l'INSAE, la présentation des études menées par l'INSAE sur les questions de pauvreté.
- Un voyage d'étude à l' IFORD, de Yaoundé au Cameroun, au Bureau de recensement du Cameroun et à l'Institut de statistique du Cameroun, a été réalisé par deux cadres de la Direction de la démographie du 28 novembre au 15 décembre 2005. L'objectif du voyage, était de bénéficier des expériences de l' IFORD dans la préparation et la conduite des recensements de population en Afrique et ailleurs
- Un voyage d'étude au Niger s'est déroulé du 3 au 17 décembre 2005. L'équipe était composée de deux agents du service de l'information sanitaire de la DEP/Santé.

Au cours du séjour, à l'issue d'une réunion avec l'équipe du SNIS, une visite a été rendue aux autorités sanitaires suivantes : le Directeur général de la santé publique, le Directeur de la lutte contre la maladie, le Directeur des études et de la planification.

Puis certaines structures sanitaires ont été visitées. Il s'agit :

- du centre de santé intégré de Karadje ;

- de l'hôpital de district de la communauté urbaine de Niamey III ;
- de la direction régionale de la santé publique de la communauté urbaine de Niamey.

Les objectifs de ce voyage d'étude de la DEP /Santé étaient :

- Etudier l'organisation et le fonctionnement des SNIS du Niger ;
- S'entretenir avec les responsables des SNIS du Niger sur les difficultés rencontrées dans la gestion du SNIS ;
- Formuler des recommandations pour améliorer le SNIS du Burkina Faso.

COMPOSANTE C : DEVELOPPEMENT DES DONNEES

Sous composante C1 : Comptabilité nationale

Les activités des comptes nationaux réalisées au cours de l'année 2005 ont concerné :

- la collecte et le traitement des données des déclarations statistiques et fiscales (DSF) : Les DSF sont des sources d'information indispensables à l'élaboration des comptes économiques du secteur institutionnel des sociétés et quasi sociétés régulièrement installées sur le territoire national. Leur exploitation permet d'appréhender les agrégats macro économiques tels que la production, les consommations intermédiaires, la valeur ajoutée, la formation brute du capital fixe, etc. Au cours de l'opération 230 DSF concernant les exercices 2001, 2002, 2003 et 2004 ont été collectées et traitées en vue de l'élaboration des comptes nationaux.
- la collecte et le traitement des données de sources administratives : Le service des comptes nationaux et des analyses macro économiques, pour réaliser les travaux de la comptabilité nationale, a besoin de disposer d'une banque de données économiques sur tous les secteurs d'activités. L'opération a consisté à la collecte de données dans toutes les structures : administrations publiques, secteur privé, institutions privées à but non lucratif. Les données collectées serviront à l'élaboration des comptes économiques de 2001 et 2002.
- Le service des comptes nationaux a mené une enquête sur les marges commerciales du 31 octobre au 12 décembre 2005. L'objectif de cette enquête est de déterminer les taux de marge sur différents produits qui font l'objet de commercialisation, afin d'établir les équilibre ressources emplois (ERE), mettre à jour certains coefficients, élaborer les comptes des entreprises commerciales. A la fin de l'opération, 180 entreprises commerciales ont été enquêtées.
- Dans le cadre des travaux du module ERE TES, trois missions d'assistance au service des comptes nationaux sur place à Ouagadougou par des experts d'Afristat ont été effectuées du 12 au 21 octobre 2005, du 2 au 11 novembre 2005 et du 12 au 16 décembre 2005. Ces missions ont pour objectifs d'appuyer l'élaboration des comptes nationaux et la mise en place d'un répertoire des entreprises. Il s'agit d'assurer la formation approfondie des agents du service de Comptabilité Nationale aux travaux des comptes, de finaliser les comptes de l'année courante 2001 et d'initier les travaux en vue de l'élaboration d'un répertoire des entreprises. Le programme de cette formation est basé sur la lecture et l'interprétation des principaux tableaux que préconisent le SCN93 : le tableau des ressources et des emplois (TRE) et le tableau des comptes économiques intégrés (TCEI). Il est organisé de façon à couvrir les notions fondamentales de la comptabilité nationale. Des notions du fonctionnement du Système ERETES.
Par ailleurs, la principale source d'informations relative aux entreprises non financières étant constituée par le traitement des données comptables figurant dans les déclarations statistiques et fiscales que les unités économiques sont légalement tenues de déposer annuellement auprès des services de la Direction générale des impôts, les missions ont pour objectif également de lancer les travaux d'élaboration d'un répertoire des entreprises à partir des sources d'informations administratives existantes.

Sous composante C2 : suivi de la pauvreté

Activité C2b : Elaboration d'un tableau de bord social

La Direction de la démographie a entrepris au cours des mois d'août et septembre 2005 une collecte de données socioéconomiques auprès d'un ensemble de structures et départements ministériels en vue d'élaborer un tableau de bord social.

Le tableau de bord social est un instrument qui rend compte des indicateurs nationaux de performance dans les différents secteurs qualifiés de « social ». C'est un recueil de données commentées et illustrées par des représentations graphiques permettant d'apprécier et de suivre le développement socioéconomique au niveau sectoriel. Les secteurs sociaux concernés par le présent tableau de bord social sont ceux déjà pris en compte par le tableau de bord social de 1996 notamment :

- L'éducation et la formation ;
- La santé et l'action sociale ;
- L'Information et la culture ;
- La Démographie ;
- Le Logement ;
- L'Emploi et le revenu ;
- L'Eau potable ;
- La Nutrition
- Les Divers

La collecte de données s'est effectuée auprès des organismes producteurs de statistiques notamment 15 DEP des ministères et organismes. Des données de sources documentaires ont également été collectées à partir des instruments automatisés de prévision (IAP), les documents de STC/PDES, les rapports d'enquêtes sur les conditions de vie des ménages, les enquêtes prioritaires, les enquêtes démographiques et de santé, les annuaires statistiques.

Les données collectées font l'objet de traitement et d'analyse par la Direction de la démographie et le Tableau de bord social est en cours de finalisation.

Sous composante C3 : Démographie et population

C31- Démographie

Les activités de la démographie réalisées ont concerné la préparation du RGPH 2006 notamment:

- L'élaboration du document de projet du recensement général de la population et de l'habitat (RGPH) de 2006 et les outils de collecte (cahier de recensement, manuel de l'agent recenseur) ;
- la formation en cartographie des agents chargés de l'élaboration des cartes, des superviseurs et contrôleurs chargés de l'encadrement sur le terrain, des agents de la cartographie. La première formation en cartographie s'est déroulée à Manga du 31 juillet au 12 août 2005. Elle a concerné les agents chargés de la production des cartes. Ils ont été formés sur le Système d'information géographique (SIG), sur un logiciel de cartographie ARC VIEW. **12 agents** ont été formés. La deuxième formation en cartographie s'est déroulée du 21 août au 2 septembre à Manga. Cette formation a

été réservée aux superviseurs et aux contrôleurs des travaux de cartographie. Les agents ont été formés sur les modules suivants : - les fondements de la cartographie ; la formation sur le manuel de l'agent cartographe ; la formation sur le manuel d'utilisation du GPS ; la formation sur le questionnaire village. **18 contrôleurs** et superviseurs ont été formés. La troisième formation s'est également tenue à Manga septembre/octobre 2005. Elle concernait la formation des enquêteurs cartographes sur les modules suivants : lecture des cartes, le manuel de l'agent cartographe, le manuel d'utilisation du GPS, le questionnaire village. Des travaux pratiques de cartographie ont été faits. **40 agents cartographes** ont été formés.

C32- Etat civil

Les activités suivantes ont été réalisées par la DEP / MATD en vue de développer les statistiques d'état civil :

- Une campagne de promotion de l'état civil destinée à encourager l'enregistrement des actes d'état civil dans les zones à faible taux d'enregistrement. Cette campagne de promotion de l'état civil s'est déroulée dans **16 villages** répartis dans quatre régions administratives du pays, la Région du Sahel, de l'Est, du Nord et des Hauts Bassins. L'opération consiste à sensibiliser les populations sur l'importance de l'état civil, l'utilité des déclarations et de l'enregistrement des actes d'état civil. L'opération a permis de réaliser des enregistrements gratuits et l'établissement des actes de naissance pour **2400 enfants** dans les deux régions visitées. La population touchée par la campagne d'information et de sensibilisation sur la déclaration et l'enregistrement des actes d'état civil est d'environ **19 000 personnes**.
- La Direction des études et de la planification (DEP/ MATD) a animé de novembre à décembre 2005 des séances de causeries sur l'état civil dans **cent (100) villages répartis dans huit (08) régions administratives et vingt huit (28) provinces**.

L'objectif des causeries est d'informer, sensibiliser les populations des zones à faible taux d'enregistrement sur l'état civil, son importance, l'utilité des déclarations et des enregistrements des actes d'état civil, former les populations sur les contenus des différents actes d'état civil et sur les procédures et méthodes à suivre pour leurs enregistrements.

Les différentes séances ont connu une forte participation des populations tant au niveau de la mobilisation qu'au niveau des interventions pendant les séances de causeries. Il est à signaler la pleine participation des autorités coutumières et religieuses de l'ensemble des localités qui ont bénéficié de ces animations (chefs de village, chefs de terre, imams, curés, pasteurs, notables du village). La participation des femmes a de loin été la plus forte. Au regard de la mobilisation des populations des villages visités, on peut estimer à près de **quarante mille (40 000) personnes** ayant participé aux séances de causerie sur l'état civil.

Sous composante C4 : Statistiques de la santé

Les activités de la sous composante, réalisées ont consisté :

- A la saisie et à l'analyse des données des rapports trimestriels 2004 des districts sanitaires et des hôpitaux. **272** rapports ont été saisis et les données traitées et analysées en vue de l'élaboration de l'annuaire statistique 2004 qui est produit.

- Pour l'élaboration des annuaires statistiques un appui à la collecte des données et à l'établissement des rapports des districts sanitaires et des hôpitaux, a été réalisé par les cadres de la DEP/santé auprès de différentes régions sanitaires.
- En vue de l'élaboration des indicateurs de base pour le rapport mondial sur la santé, des opérations de collecte de données ont été entreprises par la DEP / santé dans plusieurs districts sanitaires en vue de renseigner la situation du personnel sanitaire, les infrastructures sanitaires.

Sous composante C6 : Statistiques agricoles

L'enquête permanente agricole démarrée en début de saison hivernale, s'est poursuivie tout au long de la saison pluvieuse. Au mois de septembre 2005, la Direction générale de la prévision et des statistiques agricoles (DGPSA) a établie un répertoire des enquêteurs auxiliaires villageois commis à la tâche d'enquête. Ce répertoire a servi de base pour la réalisation des missions de paiement des enquêteurs dans leurs régions d'origines. Le répertoire compte près de 633 enquêteurs auxiliaires villageois qui collectent les données agricoles tout au long de la campagne. L'Enquête Agricole Permanente (EPAg) vise les objectifs de prévision des récoltes, d'évaluation des stocks et des productions agricoles.

Sous composante C7 : Statistiques du travail et de l'emploi

Un consultant individuel a été recruté pour élaborer la méthodologie et appuyer la DEP / Emploi dans la conduite de l'enquête national formation- emploi dans les grandes entreprises. La phase de l'étude méthodologique de l'enquête a commencé en décembre 2005.

Sous composante C8 : Statistiques du secteur des transports

Les activités réalisées concernent :

- La réalisation de l'enquête sur le trafic routier dans 158 postes d'observation répartis dans les régions du Centre, du Plateau central, du Centre – Est, du Centre - Sud, du Centre- Nord, du Centre – Ouest, du Nord. 288 agents enquêteurs ont été mobilisés pour l'opération.
- Pour la réalisation des études sur :
 - l'élaboration d'un recueil de données sur les statistiques de transport,
 - l'élaboration d'un répertoire des professionnels des transports,
 - l'amélioration des statistiques de transport au sein du Ministère des infrastructures, du transport et de l'habitat,

Les consultants sont recrutés en décembre 2005 et les études devront commencer en janvier 2006.

Sous composante C9 : Technologie de l'information

Les activités de la sous composante réalisées :

- L'étude sur le schéma directeur informatique : l'étude est réalisée par un consultant et le rapport définitif présenté au Conseil national de coordination statistique (CNCS) pendant sa session du 12-13 septembre 2005
- Les recommandations contenues dans le schéma directeur informatique ont permis de définir les caractéristiques des équipements informatiques qui seront acquis par le PDSSN au profit du système statistique national.

- Une installation de connexion internet haut débit et de réseau Wifi a été réalisé au profit de l'INSD.

Composante D : Infrastructures et matériels

D1. Travaux de construction du siège de l'INSD

Le bureau d'étude pour l'étude architecturale, et le bureau d'étude pour l'étude d'ingénierie conseil et de suivi des travaux ont été recrutés. Ces bureaux ont produit les plans de construction des bâtiments qui ont été amendés par l' INSD. Les plans définitifs des bâtiments à cinq (5) niveaux sont entrain d'être finalisés par les bureaux d'études et l'avant projet sommaire (APS)) sera adopté en janvier 2006, l'avant projet détaillé (APD) en février 2006 et le lancement des appels d'offres pour le recrutement des entreprises de construction en mars 2006.

D2. Equipement et matériel

Les équipements concernés comprennent le matériel informatique, le matériel roulant, le mobilier et matériels de bureau.

Deux appels d'offres internationaux ont été lancés pour l'acquisition du matériel roulant et du matériel informatique.

- Pour le matériel roulant, les offres ont été dépouillées et le marché attribué en partie à une société. Les lots attribués concernent des véhicules des DEP du Ministère du travail, de l'emploi et de la jeunesse, du Ministère des infrastructures, du transport et de l'habitat, du Ministère de l'administration territoriale et de la décentralisation, de la Direction générale de la prévision et des statistiques agricoles et de l'Unité de gestion du projet. Ces véhicules au nombre de six (6) véhicules sont arrivés à Ouagadougou et les formalités douanières pour leur livraison sont entrain d'être faites.

Le lot 1 constitué des véhicules de l' INSD a été infructueux. Ce marché a été relancé à nouveau et devra être dépouillé en janvier 2006.

- Pour le matériel informatique, les offres ont été dépouillées et les procès verbaux d'analyse et de délibération ont été transmis à la Banque mondiale pour non objection. Le dossier n'a pas reçu la non objection de la Banque mondiale et le marché devra être à nouveau relancé par un appel d'offres international. Ce processus renverra le marché en 2006.
- Le mobilier et matériels de bureau ainsi que les équipements informatiques pour l'UGP et les Directions régionales de la statistique et de la démographie ont été acquis.

Composante E : Gestion du projet

Les activités réalisées au titre de la composante concernent :

- la coordination de l'ensemble des activités du projet ; cette coordination des activités est assurée par l'UGP en relation avec les agences d'exécution du projet.
- la gestion financière du projet : la gestion financière du projet est assurée par l' UGP ; les demandes de remboursement de fonds (DRF) sont montées et transmises à la Banque mondiale régulièrement en raison d'une DRF par mois. La tenue de la comptabilité informatisée sur le logiciel Tompro est assurée par la comptable avec l'assistance du spécialiste du logiciel Tompro.

- la passation des marchés : Les dossiers d'appel d'offres (DAO) sont régulièrement montés pour les marchés de fournitures et équipements et pour les marchés de consultants. Les difficultés sont liées aux délais longs de traitement des DAO et au manque de soumission ou des soumissions non- conformes concernant certains dossiers d'appels d'offres de fournitures et de consultants.
- Le suivi des activités est assuré par l' UGP sur le terrain. Les Rapports de Suivi Financier (RSF) sont élaborés trimestriellement et transmis à la Banque Mondiale, un rapport d' activités sur l'état d'avancement du projet à mi parcours dans l'année a été produit en juillet 2005, un rapport annuel d'activités est produit .
- L'étude de l'établissement de la situation de référence et la conception d'un système de suivi-évaluation du PDSSN a été lancée. Un bureau d'étude est recruté au mois de décembre et mène l'étude pour une durée de quarante cinq (45) jours. L'étude consiste à : Pour *l'établissement de la situation de référence du système statistique national*, il s'agira de faire un diagnostic général sur les forces et faiblesses du système de production, de diffusion et d'utilisation de l'information statistique dans les secteurs retenus pour la mise en œuvre des activités du PDSSN .Ce diagnostic permettra d'approfondir la connaissance de la situation et les conditions de production et d'utilisation de l'information statistique au niveau de ces secteurs, et de fournir un référentiel de base, illustrant la situation à l'année zéro, constituant la situation de référence pour mesurer dans le temps les effets et impacts produits par le projet. Il permettra également de fournir une situation des indicateurs spécifiques sectoriels actuellement utilisée. Pour la conception du système de suivi évaluation du PDSSN consistera à une révision du cadre logique du projet, la conception d'une procédure, des outils et méthodes de suivi évaluation du projet, l'établissement d'un manuel de suivi évaluation, la conception de la base de données informatisée, la définitions d'une liste exhaustive d'indicateurs pertinents et objectivement vérifiables.
- Les travaux de collecte de données sur le suivi évaluation du schéma directeur de la statistique entrepris par la DCCS ont été réalisés. L'objectif visé est d'évaluer la mise en œuvre du SDS, formuler des suggestions-recommandations, réviser régulièrement le SDS.

IV – SITUATION D'EXECUTION DES ACTIVITES PAR COMPOSANTE

La situation d'exécution des activités se présente comme suit dans les tableaux ci-dessous. Pour chaque activité, un taux d'exécution par activité peut être calculé selon le niveau d'exécution obtenu par rapport aux prévisions. Ainsi par hypothèse, si l'on considère que toutes les activités ont le même poids, il est possible de déterminer un taux d'exécution moyen des activités pour l'année.

Le taux d'exécution moyen global des activités calculé pour l'année 2005 est de 80%.

Les écarts de non réalisation sont imputables aux activités dont leur exécution procède obligatoirement par un appel à la concurrence à travers le lancement des appels d'offres pour des marchés de fournitures et de consultants.

Le projet n'a pas toujours le contrôle des résultats de ces consultations qui dépendent de plusieurs facteurs exogènes tels, les non objections des bailleurs de fonds, les qualités des dossiers de soumissions, l'existence de soumissionnaires disponibles, les multiples étapes de passage obligé pour respecter les procédures de passation des marchés, etc.

Les écarts sont également imputables aux dates de transmission des requêtes de financement qui n'intègrent pas les délais des longues procédures des marchés.

SITUATION D'EXECUTION DES ACTIVITES PAR COMPOSANTE

ANNEE 2005

Agence d'exécution	ACTIVITES PREVUES	ACTIVITES REALISEES	TAUX D'EXECUTION	JUSTIFICATION DES ECARTS ET MESURES CORRECTIVES
	<u>A - Développement Organisationnel</u> A1 Cadre réglementaire			
INSD	- Etude sur le statut de l'INSD	L'étude sur le statut de l'INSD est réalisée.	100%	
INSD	- Etude sur la normalisation de la production statistique	Des manifestations d'intérêt pour le recrutement d'un consultant ont été lancés trois (3) fois	25%	Des candidatures ne se sont pas manifestées. L'appel à candidature est lancé une 3 ^{ème} fois avec succès
INSD	- Etude sur la diffusion et la gestion de l'information statistique	Le consultant est recruté et l'étude a démarré	50%	Le processus de recrutement du consultant a abouti en décembre 2005
INSD	- Etude sur les réformes des organes de coordination du système statistique	Le consultant est recruté	30%	Le processus de recrutement du consultant a abouti en décembre 2005. Etude commence en janvier 2005

Agence d'exécution	PREVISION DES ACTIVITES	REALISATION DES ACTIVITES	TAUX D'EXECUTION	JUSTIFICATION DES ECARTS ET MESURES CORRECTIVES
	<u>A2 Cadre institutionnel</u>			
INSD	- Appui institutionnel à la création et au fonctionnement de 2 DRSD	Les deux (2) DRSD sont créées et sont fonctionnelles	100%	
INSD	-Tenue de deux(2) sessions du CNCS	Deux sessions du CNCS se sont tenues en janvier et septembre 2005	100%	
INSD	-Tenue de trois (3) sessions du Comité de pilotage	Trois sessions du Comité de pilotage se sont tenues en janvier, mars et août 2005	100%	
	B - Développement des ressources humaines			
	B1- Cadre ressources humaines			
INSD	- Etude sur le plan de formation	L'étude sur le plan de formation est réalisée,	100%	

Agence d'exécution	PREVISION DES ACTIVITES	REALISATION DES ACTIVITES	TAUX D'EXECUTION	JUSTIFICATION DES ECARTS ET MESURES CORRECTIVES
INSD	- Etude sur le plan de carrière	L'étude a commencé en octobre 2005	50%	L'étude est en cours de réalisation. L'établissement des fiches de postes par le personnel est plus long que prévu.
	B2 - Formation des producteurs et utilisateurs des statistiques			
INSD	-Tenue de dix (10) ateliers et séminaires	Neuf (9) ateliers ont été organisés par l' INSD	90%	Les ateliers non organisés sont reportés en 2006
DEP/Santé	-Tenue de quatre (4) ateliers et de deux (2) voyages d'étude	La DEP /santé a réalisé quatre (4) sessions de formation et un voyage d'étude au Niger	80%	Les ateliers et le voyage d'étude non organisés sont reportés en 2006
DEP/Transp,	- Tenue de sept (7) ateliers sur les statistiques de transport	La DEP /Transport a organisé cinq (5) ateliers	70%	Un atelier sur la validation d'une étude sur l'amélioration des statistiques de transport n'est pas réalisé, l'étude n'ayant pas commencé. Les ateliers non organisés sont reportés en 2006
DEP/Emploi	- Tenue de 04 ateliers sur les Statistiques de l'emploi et du travail	La DEP / emploi a réalisé cinq (5) ateliers de formation sur les statistiques de l'emploi et du travail	125%	

Agence d'exécution	PREVISION DES ACTIVITES	REALISATION DES ACTIVITES	TAUX D'EXECUTION	JUSTIFICATION DES ECARTS ET MESURES CORRECTIVES
DEP/MATD	- Tenue de deux (2) ateliers régionaux sur les Statistiques d'état civil	La DEP / MATD a réalisé quatre (4) ateliers régionaux sur l'état civil.	200%	
DEP/MEBA	- Tenue de trois (3) ateliers sur les Statistiques scolaires	La DEP / MEBA a tenue cinq (5) ateliers sur les statistiques scolaires	166%	
DGPSA	- Tenue de deux (2) atelier sur les Statistiques agricoles	L DGPSA a tenu trois (3) ateliers sur les statistiques agricoles	150%	
INSD	- Formation (Bourses d'études) ; Au moins 12 bourses de formation en ITS, ISE, démographie	-29 bourses de formation ont été octroyées aux étudiants admis en ITS, en ISE et en démographie. -14 cadres ont bénéficié de bourses de formation de courte durée.	240%	
INSD	-Réalisation de quatre (4) voyages d'étude	Quatre(4) voyages d'étude ont été effectués par neuf (9) cadres de l' INSD	100%	
	Développement de données			
	C1- Comptabilité nationale			
INSD	Collecte de données fiscales et des données administratives,	Les activités de collecte et de traitement des DSF et des données administratives, ont été réalisées par le service des comptes nationaux,	100%	

Agence d'exécution	PREVISION DES ACTIVITES	REALISATION DES ACTIVITES	TAUX D'EXECUTION	JUSTIFICATION DES ECARTS ET MESURES CORRECTIVES
INSD	Enquête marges commerciales	L'enquête sur les marges commerciales est réalisée	100%	
	Travaux du module ERETES	Les travaux du module ERETES ont été réalisés avec l'assistance de Afristat	100%	
	Elaboration de la matrice de comptabilité sociale	Activité non réalisée	0%	Les travaux des comptes nationaux sont en cours ; L'activité est reportée en 2006
	C2 - Suivi de la pauvreté			
INSD	L'élaboration du tableau de bord social (TBS)	La collecte de données et les enquêtes pour le TBS ont été réalisées	80%	La rédaction du document du TBS est en cours et se poursuivra en 2006
	C3 Démographie et population			
	C31-Préparation Recensement général population 2006			
INSD	Elaboration des outils de collecte et des procédures de traitement des données du RGPH 2006	le document de projet du recensement général de la population de 2006 est élaboré,	80%	Les différents outils de collecte sont en cours d'élaboration
INSD	Formation en cartographie de recensement	La formation en cartographie est réalisée	100%	
	C32 - Statistiques d'état civil			
DEP / MATD	- Organisation de journées de promotion de l'état civil dans 20 provinces	Des journées de promotion de l'état civil ont été organisées dans toutes les provinces dans les régions du sahel, de l'est, du nord et des Hauts Bassins.	100%	

Agence d'exécution	PREVISION DES ACTIVITES	REALISATION DES ACTIVITES	TAUX D'EXECUTION	JUSTIFICATION DES ECARTS ET MESURES CORRECTIVES
DEP /MATD	- Séances de causeries dans 100 villages sur la nécessité d'enregistrer les actes d'état civil	Des séances de causeries ont été réalisées dans 100 villages sur l'état civil	100%	
DEP / MATD	--Evaluation de la situation des données administratives et d'état civil et proposition d'une méthodologie simple de collecte de données	Le bureau d'étude devant réaliser l'étude a été recruté et le contrat signé en décembre 2005	30%	L'exécution de l'étude commence en janvier 2006
DEP / MATD	- Appui à la collecte et à la mise à jour des données administratives et d'état civil et diffusion des données dans le journal du MATD	Activité non réalisée	0%	L'activité d'appui est liée au résultat de l'étude sur la méthodologie de collecte des données de l'état civil qui commence en janvier 2006..
	C4 Statistiques de la santé			
DEP/ Santé	-Collecte active des données auprès des structures décentralisées pour l'édition de l'annuaire statistique 2004 et 2005	La collecte de données auprès des districts sanitaires pour l'élaboration de l'annuaire 2004 a été réalisée	100%	
DEP/ Santé	-Saisie et analyse des données des rapports trimestriels 2004 et 2005 des districts sanitaires et des hôpitaux	La saisie et l'analyse des données sanitaires ont été faites et l'annuaire 2004 élaboré	100%	

Agence d'exécution	PREVISION DES ACTIVITES	REALISATION DES ACTIVITES	TAUX D'EXECUTION	JUSTIFICATION DES ECARTS ET MESURES CORRECTIVES
DEP/ Santé	Edition de l'annuaire statistique 2004	L'annuaire 2004 a été élaboré et soumis au ministre de la santé pour amendement,	100%	
DEP/ Santé	Produire les indicateurs de base pour le rapport mondial sur la santé et ceux des objectifs du développement du millénaire	La collecte des données pour le calcul des indicateurs a été réalisée	100%	
DEP/ Santé	Evaluation de la qualité des données au niveau des centres de santé, district, hôpitaux	Le consultant chargé de l'étude est sélectionné, son contrat est en cours d'élaboration	20%	L'étude commencera en janvier 2006
DEP/ Santé	Production de nouveaux supports de collecte de données sanitaires et acquisition de fournitures de bureau	Les appels d'offre à deux reprises ont été infructueux	20%	Les appels d'offre seront lancés en janvier 2006
	C8 Statistiques de transport			
DEP/Transp,	- Elaboration d'un recueil de données statistiques sur le transport	Le consultant chargé de l'étude est recruté et l'étude a commencé en décembre 2005	50%	L'étude se poursuit en janvier 2006
DEP/Transp,	- Enquête sur le trafic routier	L'enquête sur le comptage du trafic routier a été réalisée en avril 2005 sur les axes des régions du Plateau central, du Centre, du Nord, du Centre- Sud, du Centre- Est, du Centre-Nord, du Centre-Ouest.	100%	
DEP/Transp,	- Elaboration d'un repertoire des professionnels des transports terrestre, maritime, et auxiliaires	Le consultant chargé de l'étude est sélectionné en décembre 2005, son contrat est en cours de signature	20%	L'étude sera réalisée au premier trimestre 2006
DEP/Transp,	- Etude sur l'amélioration des statistiques de transport	Le consultant chargé de l'étude est sélectionné en décembre 2005, son contrat est en cours de signature	20%	L'étude sera réalisée au premier trimestre 2006

Agence d'exécution	PREVISION DES ACTIVITES	REALISATION DES ACTIVITES	TAUX D'EXECUTION	JUSTIFICATION DES ECARTS ET MESURES CORRECTIVES
DEP/Transp	- reproduction d'un annuaire statistique des importations et exportations et la reproduction des informations et conseils météorologiques, climatologiques, et agrométéorologiques	Activité non réalisé	0%	Les requêtes ont été transmises tardivement en décembre. L'activité est reportée en 2006
	C 7 – Statistiques de l'emploi			
DEP/emploi	Enquête nationale sur l'adéquation formation- emploi dans les grandes entreprises	Le consultant chargé de l'étude méthodologique et devant appuyer à la réalisation de l'enquête est recrut é et l'étude a commencée en décembre 2005	30%	L'enquête se déroulera le premier trimestre 2006
	C5- Statistiques scolaires			
DEP/MEBA	Etude méthodologique sur le traitement optique des données/scanner	L'appel à candidature de consultant a été infructueux	20%	L'activité est reportée en 2006 et est remplacée par la saisie sur logiciel des données de l'enquête scolaire
	C 6 – Statistiques agricoles			
DGPSA	Enquête agricole permanente	Enquête agricole permanente est réalisée et les enquêteurs payés	100%	

Agence d'exécution	PREVISION DES ACTIVITES	REALISATION DES ACTIVITES	TAUX D'EXECUTION	JUSTIFICATION DES ECARTS ET MESURES CORRECTIVES
	C9 Informatique et Diffusion			
INSD	- Etude sur le schéma directeur informatique	L'étude sur le schéma directeur informatique est réalisée	100%	
INSD	- Application du schéma directeur informatique	Une installation de connexion internet haut débit et de réseau Wifi a été réalisé au profit de l'INSD. Le schéma directeur informatique a servi de base à la description des caractéristiques du matériel informat	80%	D'autres activités d'application seront prévues en 2006
	D1 Travaux construction siège de INSD			
Faso Baara	- Etudes architecturale et d'ingénierie et le recrutement des entreprises de construction	Le recrutement des cabinets d'étude architecturale et d'ingénierie est réalisé. Et les plans de construction sont élaborés	50%	Longues procédures de passation des marchés
	D2 Fournitures et équipements			
UGP	D21 Equipements			
	- Véhicules	- six (6) voitures sont en instance d'être livrées - cinq (5) voitures de l'INSD ont connu un appel d'offres infructueux qui es relancé	50%	
	- PC et accessoires	Le matériel informatique n'a pas eu la non objection de l'IDA	20%	L'appel d'offre sera à nouveau relancé en janvier 2006

Agence d'exécution	PREVISION DES ACTIVITES	REALISATION DES ACTIVITES	TAUX D'EXECUTION	JUSTIFICATION DES ECARTS ET MESURES CORRECTIVES
	- Equipement informatique et mobilier de bureau des DRSD et de l'UGP	Les Equipements informatiques et mobilier de bureau des DRSD et de l'UGP sont acquis	100%	
UGP	E1 Gestion du projet			
	- Coordination, administration et gestion	La coordination des activités, l'administration et la gestion du projet sont assurées	100%	
	- Audits	Le cabinet d'audit est recruté	100%	
	- Fonctionnement -- Etude de conception d'un système de suivi évaluation du projet	Le fonctionnement quotidien du projet est assuré Le bureau d'étude chargé de l'étude est recruté et le contrat signé en décembre 2005	100% 30%	L'étude commence en janvier 2006

V - PRINCIPAUX RESULTATS OBTENUS PAR COMPOSANTE

La réalisation des activités de l'année 2005 a permis d'atteindre les résultats suivants :

A – Développement organisationnel

- Une étude sur le statut de l'INSD est réalisée ;
- Une étude sur la réforme des organes de coordination statistique est en cours d'exécution ;
- Une étude sur la diffusion et la gestion de l'information statistique est également en cours d'exécution ;
- Deux Directions régionales de la statistique et de la démographie sont ouvertes, et sont fonctionnelles.

B – Développement des ressources humaines

- Une étude sur le plan de formation est réalisée ;
- Une étude sur le plan de carrière est en cours de réalisation ;
- Trente quatre (34) ateliers de formation sont réalisés et 1 300 agents ont été formés au cours de ces ateliers, dans les domaines des statistiques agricoles, des statistiques d'état civil, des statistiques du travail, des statistiques de transports, du recensement général de la population , des statistiques de la santé, des statistiques de l'éducation etc ;
- 14 cadres ont bénéficié de bourses de formation continue de courte durée.
- 29 étudiants ont bénéficié de bourses de formation de cadres statisticiens et démographes.
- 5 voyages d'étude au profit de 11 cadres ont été réalisés à l'extérieur du pays dans les domaines du recensement de population, de l'analyse économique, de l'analyse de la pauvreté, des statistiques sanitaires.

C – Développement des données

- Les travaux de comptes nationaux ont été réalisés ;
- Le document du projet de recensement général de la population et de l'habitat a été élaboré ;
- La formation en cartographie de recensement général de la population a été réalisée au profit de 40 agents
- Une campagne de promotion de l'état civil a été organisée dans 4 régions du pays et a touché 16 chefs lieux de départements soit près de 19 000 personnes. Des jugements supplétifs d'actes de naissance ont été établis pour 2400 enfants.
- Des causeries de sensibilisation sur les déclarations et les enregistrements des actes d'état civil ont été réalisées dans 100 villages et ont connu une participation de 40 000 personnes.
- L'annuaire statistique 2004 de la santé a été élaboré ;
- L'enquête permanente agricole de 2005 a été réalisée ;
- Une enquête sur le trafic routier a été réalisée dans 7 régions du pays ;

- Une étude sur le schéma directeur informatique a été réalisée.
- Une connexion internet haut débit et de réseau Wifi a été réalisé au profit de l'INSD.

D – Equipements

- Des équipements informatiques, du matériel de bureau, du mobilier de bureau ont été acquis pour l'Unité de gestion du projet et les Directions régionales de la statistique et de la démographie.
- Six voitures sont acquises pour les agences d'exécution sectorielles du projet.

E - Gestion du projet

- Le PTBA 2005 est mis en œuvre ;
- Les protocoles d'accord entre l' UGP et les agences d'exécution sont élaborés et signés pour régir la collaboration et la coordination des activités ;
- Un système informatisé de gestion financière et comptable est mis en place ;
- Un cabinet d'audit est recruté ;
- La gestion du projet est assurée.

VI – EXECUTION BUDGETAIRE 2005

La situation de l'exécution budgétaire établie suivant la base des engagements constatés au 31 décembre 2005, présente des engagements budgétaires s'élevant à **1 200 028 749 FCFA**. Ces réalisations base engagement, rapportées au budget prévisionnel révisé d'un montant de **1 442 505 000 FCFA** donne un taux de réalisation budgétaire base engagement de **83%**.

L'analyse des écarts de non réalisation de 17% donne des explications par rapport à certaines difficultés rencontrées lors de l'exécution des activités suivantes :

- l'acquisition des équipements (véhicules, matériels informatiques) pour laquelle, les appels d'offres préparés, lancés, analysés en commission, se sont avérés infructueux et devront être à nouveau relancés.
- Un certains nombres d'études et d'acquisition de fournitures de bureau, pour lesquels des marchés passés se sont avérés infructueux, soit par défaut de candidature présentée, soit par non-conformité des dossiers de soumission. Il en est de même pour l'acquisition de certaines fournitures (carburant, fournitures de bureau, imprimerie) dont les appels d'offres ont dus être lancés à plusieurs reprises et parfois sans succès. Le déroulement de la plupart des études ont ainsi été retardées.
- Certaines activités telles les ateliers ont été réalisées à des coûts moins élevés
- D'autres activités, notamment les impressions de documents dont les requêtes sont parvenues tardivement en décembre, n'ont pu être réalisées.

Les états décrits dans les tableaux suivants donne la situation d'exécution du budget 2005 :

Tableau 1 :Synthèse de la situation d'exécution du budget par composante

Tableau 2 : Synthèse de la situation d'exécution du budget par structure d'exécution

Tableau 3 : Situation par type d'engagement au 31 décembre 2005

Tableau 4 : état des engagements de l'année 2005 en cours d'exécution et dont les paiements interviendront en 2006

**Tableau 1 : Situation d'exécution budgétaire par composante
Année 2005**

Unité = Francs CFA

Composante	Prévisions	Réalisations base engagement	Taux d'exécution
A. Développement organisationnel	61 602 000	69 626 361	113%
A1. Etudes	20 770 000	23 122 400	111%
A2. Appui institutionnel aux DRSD	19 762 000	30 921 739	156%
A3. Appui au fonctionnement du CNCS et du comité de pilotage	21 070 000	15 582 222	74%
B. Développement des ressources humaines	371 224 000	328 617 051	89%
B2. Ateliers et séminaires, études	194 824 000	141 622 047	73%
B3. Bourses de formation	156 800 000	169 388 032	108%
B4. Voyages d'études	19 600 000	17 606 972	90%
C. Développement des données	350 268 000	255 476 043	73%
C1. Comptabilité nationale	16 602 000	11 541 598	70%
C2. Suivi pauvreté	3 675 000	1 890 500	51%
C3.1. Statistiques Démographiques	44 590 000	39 659 566	89%
C3.2. Statistiques de l'Etat civil	80 850 000	66 501 985	82%
C4. Statistiques de la Santé	26 676 000	8 986 699	34%
C5. Statistiques de l'Emploi/travail	42 581 000	43 416 000	102%
C6. Statistiques agricoles	39 200 000	40 518 000	103%
C8. Statistiques de Transport	62 230 000	32 595 072	52%
C9. Technologie de l'information	18 816 000	10 366 623	55%
C7. Statistiques scolaires	15 048 000	0	0%
D. Infrastructure et équipement	595 172 000	458 619 806	77%
D1. Infrastructure	143 000 000	268 433 332	188%
D2. Equipements	452 172 000	190 186 474	42%
E. Gestion du projet	64 239 000	87 689 489	136%
TOTAL	1 442 505 000	1 200 028 750	83%

Tableau 2 : Situation d'exécution budgétaire par structure d'exécution
Année 2005 Unité = Francs CFA

Structure d'exécution	Prévisions	Réalizations base engagement	Taux d'exécution base engagement
INSD			
- Développement organisationnel	61 602 000	69 626 361	113%
- Ateliers et séminaires, études	85 064 000	28 919 432	34%
- Formation (Bourses d'étude)	156 800 000	169 388 032	108%
- Voyages d'étude	19 600 000	17 606 972	90%
- Développement des données	83 683 000	63 458 287	75%
DEP/Santé			
- Séminaires et ateliers de formation	23 520 000	17 655 770	75%
- Développement des données	26 676 000	8 986 699	34%
DEP/MITH			
- Séminaires et ateliers de formation	14 700 000	13 956 893	95%
- Développement des données	62 230 000	32 595 072	52%
DEP/MTEJ			
- Séminaires et ateliers de formation	19 600 000	19 715 520	100%
- Développement des données	42 581 000	43 416 000	102%
DEP/MATD			
- Séminaires et ateliers de formation	32 340 000	30 874 547	95%
- Développement des données	80 850 000	66 501 985	82%
DEP/MEBA			
- Séminaires et ateliers de formation	9 800 000	20 614 150	210%
- Développement des données	15 048 000	0	0%
DGPSA			
- Séminaires et ateliers de formation	9 800 000	9 885 735	100%
- Développement des données	39 200 000	40 518 000	103%
FASO BAARA			
- Construction du siège de l'INSD	143 000 000	268 433 332	188%
UGP			
- Equipement	452 172 000	190 186 474	42%
- Gestion du projet	64 239 000	87 689 489	136%
TOTAL	1 442 505 000	1 200 028 750	83%

Tableau 3 : Situation détaillée des engagements au 31 décembre 2005

Composante	Engagements au 31 décembre 2005			
	décaissement	Factures parvenues	Contrats passés	Total engagements
A- Développement organisationnel				
A1. Etudes	7 967 400	-	15 155 000	23 122 400
A2. Appui institutionnel aux DRSD	19 407 139	-	11 514 600	30 921 739
A3. Appui à la coordination statistique	15 582 222	-	-	15 582 222
B- Développement des ressources humaines				
B1 Etudes	2 627 100	-	3 564 000	6 191 100
B2. Ateliers et séminaires,	135 430 947	-	-	135 430 947
B3. Bourses de formation	77 299 482	49 010 0000	43 078 550	169 388 032
B4. Voyages d'études	17 606 972	-	-	17 606 972
C- Développement des données				
C1. Comptabilité nationale	11 541 598	-	-	11 541 598
C2. Suivi pauvreté	1 890 500	-	-	1 890 500
C3.1. Statistiques Démographiques	39 659 566	-	-	39 659 566
C3.2. Statistiques de l'Etat civil	34 066 985	7 935 000	24 500 000	66 501 985
C4. Statistiques de la Santé	7 398 748	-	1 587 950	8 986 699
C5. Statistiques de l'Emploi/travail	495 000	-	42 921 000	43 416 000
C6. Statistiques agricoles	40 518 000	-	-	40 518 000
C7. Statistiques scolaires	-	-	-	-
C8. Statistiques de Transport	21 449 157	-	11 145 915	32 595 072
C9. Technologie de l'information	10 366 623	-	-	10 366 623
D- Infrastructure et équipement				
D1. Infrastructure	-	268 433 332	-	268 433 332
D2. Equipements	47 271 194	-	142 915 280	190 186 474
E- Gestion du projet	69 464 163	-	18 225 326	87 689 489
TOTAL	560 042 796	325 378 332	314 607 621	1 200 028 749

Le tableau 3 de la situation détaillée des engagements au 31 décembre 2005

Présente les différentes situations comprenant:

- **les décaissements réalisés au titre des règlements suivants:**
 - l'étude sur le statut de l'INSD ;
 - le fonctionnement des DRSD(frais de personnel, fonctionnement courant) ;
 - le fonctionnement du CNCS et du Comité de pilotage ;
 - l'étude sur le plan de formation ;
 - les ateliers de formation organisés par l' INSD et les structures d'exécution ;
 - les bourses d'études pour la formation continue et les formations diplômantes ;
 - les voyages d'études ;
 - le développement des données des comptes nationaux ;
 - l'élaboration du tableau de bord social ;
 - la formation en cartographie de recensement et l'élaboration des outils de collecte du RGPH ;
 - la réalisation d'une campagne de promotion de l' état civil dans 120 villages du pays ;
 - la collecte, le traitement , l'analyse et la publication des statistiques de la santé ;
 - la prise en charge du financement de l'enquête annuelle, agricole permanente ;
 - la réalisation de l'enquête de comptage du trafic routier et l'appui au fonctionnement de la DEP du ministère des transports pour l'amélioration des statistiques de transport ;
 - l'installation d'un système de connexion internet haut débit et de réseau wifi ;
 - l'acquisition de mobiliers et matériels de bureau, de matériels informatiques pour l'UGP et les DRSD ;
 - les frais de personnel et les charges de fonctionnement de l' UGP.

- **Les paiements non encore effectués pour lesquels les factures sont parvenues et concernant :**
 - Une facture de règlement des frais de scolarité des étudiants boursiers du PDSSN à l' IFORD de Yaoundé et transmise en paiement direct à la Banque mondiale ;
 - Des factures de divers prestataires de service lors de la campagne de causerie sur l'état civil dans les villages ;
 - Une facture de Faso Baara en règlement d'une avance sur les travaux de construction du siège de l' INSD, facture transmise en paiement direct à la Banque mondiale.

Les règlements de ces factures interviendront dès le début de l'année 2006.

- **Les contrats de prestations de services et de fournitures, passés avec des consultants, des prestataires et des fournisseurs et signés en 2005, et en cours d'exécution : ils concernent :**
 - L'exécution de l'étude sur la reforme des organes de coordination statistique ;
 - L'exécution de l'étude sur la gestion et la diffusion de l'information statistique ;
 - Le service de réparation de véhicules pour les DRSD ;
 - L'étude sur le plan de carrière ;
 - Les allocations de bourses des étudiants boursiers du PDSSN en formation ;
 - La réalisation de l'étude sur l'évaluation des données administratives et d'état civil et l'élaboration d'une méthodologie simple de collecte de données ;
 - L'édition de l'annuaire statistique de la santé ;
 - La réalisation de l'enquête emploi ;
 - L'exécution de trois études sur les statistiques de transport (recueil des données de transport, répertoires des acteurs de transport, amélioration des données) ;
 - Les fournitures de matériels roulants, de machines à écrire, de matériels informatiques et autres matériels complémentaires des DRSD.

Les paiements de ces divers contrats engagés interviendront au cours de l'année 2006.

Aussi, le tableau 4 ci-dessous présente les engagements constatés en 2005 qui sont en cours d'exécution et pour lesquels les paiements interviendront en 2006 :

Tableau 4 : état des engagements de l'année 2005 en cours d'exécution et dont les paiements interviendront en 2006

Engagement	Montant (FCFA)
Développement organisationnel	
Etude sur le reforme du CNCS	7 705 000
Etude sur la diffusion de l'informat° stat	7 450 000
Réparation véhicules pour fonctionnement DRSD	11 574 600
Développement des ressources humaines	
Etude sur le plan de carrière	3 564 000
Bourses de formation engagées	92 088 550
Développement des données	
Factures de prestation, causerie état civil	7 935 000
Etude sur l'Etat civil	24 500 000
Reproduction annuaire statistique santé	1 587 950
Enquête Emploi/travail	42 921 000
Etudes sur les statistiques de Transport	11 145 915
Infrastructure et équipement	
Infrastructure	268 433 332
Matériel roulant des agences d'exécution	86 000 000
Matériel de bureau du MATD	39 300 000
Matériels complémentaires DRSD	17 615 280
Gestion du projet	
Etude situation référence et S&E	12 010 000
Audit des comptes	5 695 000
divers	520 326
Total	639 985 953

CONCLUSION

Le présent rapport d'activités de l'année 2005 situe le niveau d'exécution des activités inscrites au PTBA 2005. En effet, après l'adoption du PTBA2005, le 02 mars 2005 par le comité de pilotage, les composantes du projet ont commencé à être mis en œuvre par les agences d'exécution. Au 31 décembre 2005, le niveau de mise en œuvre des composantes traduit l'engagement et l'effort des structures d'exécution à réaliser les actions inscrites dans le plan de travail 2005. Cependant, dans la conduite de toute action, des difficultés peuvent survenir. Ainsi, au nombre des difficultés, nous pouvons noter :

- ✓ la non maîtrise rigoureuse du calendrier d'exécution initial des activités due aux autres activités et tâches administratives des structures d'exécution du projet ;
- ✓ la non disponibilité des compétences privées dans le domaine statistique pour des soumissions conséquentes aux marchés de consultant ;
- ✓ une forte prédominance du secteur informel qui ne permet pas toujours de satisfaire aux exigences des marchés publics ;
- ✓ les délais longs des appels d'offres pour les marchés de fourniture et de consultant.

Ces difficultés s'inscrivent au titre des suppositions importantes à prendre en compte dans l'exécution de tout projet.

Le projet n'a pas connu d'entrave majeure à sa bonne exécution et le taux d'exécution physique et budgétaire qui se situe à un niveau de 80% pour une première année d'exécution traduit le sentiment que les agences d'exécution n'ont ménagé aucun effort dans l'accomplissement du plan de travail 2005.